

Zeitung für freie Meinungsbildung, Ethik und Verantwortung  
 für die Bekräftigung und Einhaltung des Völkerrechts, der Menschenrechte und des Humanitären Völkerrechts

## Le sommet des BRICS à Johannesburg réaffirme les aspirations naturelles de tous les peuples

par Karl-Jürgen Müller

Du 22 au 24 août 2023, les représentants des cinq pays d'origine aux BRICS se sont réunis à Johannesburg, en Afrique du Sud, à l'occasion de son XV<sup>e</sup> sommet. Les délégations des cinq pays (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud), totalisant environ 600 participants, étaient dirigées par leurs présidents ou Premier ministres, le Ministre des Affaires étrangères, Lavrov, se chargeant de cette tâche pour la Russie. Son président Poutine avait renoncé, en accord avec le gouvernement sud-africain, à s'y rendre levant ainsi le dilemme imposé de la coalition occidentale à l'Afrique du Sud qui l'avait sollicité d'agir selon le mandat d'arrêt déposé par la CPI. Vladimir Poutine a tout de même assisté au sommet par vidéo s'exprimant à plusieurs reprises.

Outre les cinq pays des BRICS, 61 autres pays y ont participé par leurs représentants, dont 46 pays africains avec 20 présidents ou premiers ministres, ainsi que le secrétaire général de l'ONU António Guterres. Les Etats membres de l'OTAN ou de l'UE se sont abstenus par contre en totalité de l'événement. Le sommet s'étendant sur trois jours a été accompagné par divers forums des Etats du groupe BRICS.

### Une déclaration finale d'envergure et des résultats concrets

La vaste déclaration finale du sommet comporte 26 pages et 94 points (<https://brics2023.gov.za/wp-content/uploads/2023/08/Jhb-II-Declaration-24-August-2023-1.pdf>). Son préambule est suivi des déclarations en faveur du «partenariat en faveur du multilatéralisme inclusif» qui est en train de se faire, de la «promotion d'un environnement propice à la paix et au développement», du «partenariat pour une croissance accélérée» ainsi que de celui «pour le développement durable» (ces deux sujets constituant les chapitres les plus volumineux de la déclaration finale), suivies de celle prévoyant «l'approfondissement des relations entre les peuples» et, enfin, celle projetant «le développement des institutions» dans leur sens. Le document insiste sur ce que toutes les décisions des BRICS ont été prises à l'unanimité, selon ses statuts.



Les cinq chefs de délégation au sommet des BRICS à Johannesburg: Lula da Silva, Xi Jinping, Cyril Ramaphosa, Shira Narendra Modi et Sergueï Lavrov. (photo mad)

### Les principaux résultats du sommet

Dans ce contexte, il faut se borner à résumer les décisions concrètes du sommet. J'en vois cinq sujets clés:

- l'accord sur les critères d'adhésion (plus de 40 Etats ayant manifesté leur intérêt à adhérer tandis que 23 Etats ont déposé une demande formelle d'adhésion) et l'invitation en bonne et due forme envers les 6 Etats candidats (l'Egypte, l'Ethiopie, l'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis) à devenir membres à part entière en date du 1er janvier 2024, événement qui aura comme conséquence que le groupe d'Etat s'appellera, à partir de cette date, les Etats «BRICS plus»;
- l'exigence unanime d'une réforme de l'ONU, du Conseil de sécurité des Nations unies, des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), de l'OMC, etc. dans le sens d'une plus grande représentativité internationale, de l'équivalence et de la démocratie, notamment pour promouvoir l'égalité des droits et une plus grande participation du Sud mondial;
- la poursuite du développement des voies de communication internationales (par exemple la «Nouvelle route de la soie» lancée par la Chine et le «Corridor nord-sud» lancé par la

Russie) afin de faciliter et de promouvoir le commerce entre les pays BRICS, mais aussi, de manière générale, le commerce du Sud global;

- le renforcement et l'extension de la Banque de développement BRICS-plus afin de promouvoir l'octroi de crédits aux pays BRICS-plus, mais aussi plus généralement au Sud global, et pour une plus grande indépendance vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale;
- l'intention et le mandat donnés aux instances compétentes des pays BRICS-plus d'élaborer, d'ici le prochain sommet d'octobre 2024 à Kazan en Russie (la Russie assumera la présidence l'année prochaine), des plans concrets pour rendre moins dépendant du dollar américain le commerce international, et en particulier le commerce des pays BRICS-plus.

### Rapports et commentaires de diverse qualité

Les rapports, commentaires et analyses, à travers le monde entier, des trois dernières semaines sur le sommet des BRICS et les qualités de leurs estimations y ajoutées sont très diversifiés. Dans le courant dominant en

Allemagne par exemple (mais aussi en Autriche et en Suisse), on ne trouve aucun gain de compréhension ni de soutien pour les aspirations des pays associés aux BRICS ou aux BRICS plus. Il y domine le binarisme simpliste «ami/ennemi», explicite ou implicite. Les gros titres vont d'un timide «Les BRICS obtiennent davantage de membres: pourquoi on devra prendre plus au sérieux l'alliance» (*Wirtschaftswoche*), à «Un fossé dans les affaires mondiales s'ouvre. Comment l'élargissement des BRICS défie l'Occident» (*Merkur*), en passant par «Les USA et l'Allemagne ne voient pas de majeurs changements» (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*) et aboutissant (avec un triomphalisme peu fondé) au «Pourquoi même les BRICS-plus n'arriveront pas à briser la domination occidentale» (*Focus*). Une conférence de presse de la Ministre allemande des Affaires étrangères a incité le *Handelsblatt* au titre, pourtant inattendu: «Baerbock propose également des entretiens avec les pays candidats BRICS». Finalement, c'est le quotidien allemand à fort tirage, le *Bild*, à qui appartient le privilège d'avoir tiré la sonnette d'alarme la plus retentissante, en titrant: «L'élargissement des BRICS: quel danger ce bloc de tyrans représente-t-il pour nous?»

Si l'on veut lire des jugements déviants à cette litanie limpide, il faut se tourner vers les médias d'autres pays, non occidentaux. Il ne s'agit là guère d'homélies enthousiastes, mais d'analyses judicieuses et détaillées, avec des points forts, des jugements ainsi que des questions animant notre réflexion, tous dans un style invitant au débat. Il n'est pas possible de rendre compte ici, de manière appropriée, de cette multitude de voix.

### Donner la voix aux acteurs, présents sur le terrain

Par contre, nous allons plutôt donner la parole, ci-dessus, à quelques-uns des acteurs directs, présents sur le terrain et résumant ce qui leur semble être crucial quant aux résultats du travail accompli. Ils se suffisent à eux-mêmes, ne nécessitant pas de commentaires. Ils sont susceptibles d'animer la réflexion – et peut-être, en outre, d'envoyer dans le monde une petite lueur de chaleur et d'espérance. •

### L'«esprit des BRICS»

Le Président de la conférence, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa, a déclaré en conclusion:

«Nous avons partagé notre vision des BRICS en tant que défenseurs des besoins et des préoccupations des peuples du Sud. Cela inclut la nécessité d'une croissance économique positive, d'un développement durable et d'une réforme des systèmes multilatéraux. Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'un multilatéralisme inclusif et du respect du droit international, y compris des objectifs et des principes énoncés dans la Charte des Nations unies. Nous sommes préoccupés par la persistance des conflits dans de nombreuses parties du monde. Nous soulignons notre engagement en faveur du règlement pacifique des différends et des litiges par le dialogue et les consultations approfondies. [...]

Nous encourageons les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle constructif dans la recherche d'un consensus mondial sur la politique économique. Nous avons constaté qu'il existe une dynamique mondiale en faveur de l'utilisation de monnaies locales, d'accords financiers

alternatifs et de systèmes de paiement alternatifs. En tant que BRICS, nous sommes prêts à examiner les moyens d'améliorer la stabilité, la fiabilité et l'équité de l'architecture financière mondiale. [...]

Avec ce sommet, les BRICS ont ouvert un nouveau chapitre dans leurs efforts pour construire un monde juste, équitable, inclusif et prospère».

#### Une rencontre civilisatrice

Le Président brésilien, Lula da Silva, est cité, dans un communiqué de presse de son gouvernement, en ces termes:

«Il s'agit d'une réunion civilisatrice. Les pays pauvres peuvent également s'exprimer, ils ont aussi le droit de le faire, eux aussi en ont le désir. Nous voulons exprimer ce que nous voulons donner à notre peuple. Il est temps de mieux partager notre pain quotidien. Je vis un nouveau début, en politique, et suis plein d'espoir. Je quitte l'Afrique du Sud avec la certitude que je peux enfin dire aux gens qui m'écoutent qu'un autre monde est possible, un monde qui semblait impossible il y a encore peu de temps. [...]

Je pense que c'est un moment historique pour l'humanité, où les pays du Sud

peuvent, pour la première fois, tirer profit de leur force à eux-mêmes. Je pense que les choses vont évoluer; il sera désormais plus facile de se réunir pour discuter. Qui sait, peut-être que le bloc des BRICS se réunira avec le bloc du G-7 pour parler commerce, progrès scientifique et technologique, et démocratie».

#### Créer des opportunités et construire l'avenir

Sur le site Internet du Premier ministre indien, Shira Narendra Modi, on lit:

«Dans son discours, le Premier ministre a appelé à des BRICS renforcés, de s'efforcer en commun pour les buts suivants:

– briser les barrières; revitaliser les économies; stimuler l'innovation; créer des opportunités; façonner l'avenir [dans la version originale en anglais, ces cinq points commentent par les lettres B,R,I,C et S].

Dans ses différentes interventions, le Premier ministre a souligné les points suivants: il a appelé à l'établissement de calendriers pour les réformes du Conseil de sécurité des Nations unies; à une réforme des institutions financières multilatérales et à une réforme de l'OMC. En plus, il a demandé

aux Etats BRICS de parvenir à un consensus sur leur élargissement. Enfin, il leur a demandé d'envoyer un message global d'unité et non pas de polarisation».

#### «Il est temps que tous les pays de ce monde commencent à établir des relations d'égal à égal»

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, représentant son président, a déclaré, lors d'une conférence de presse après le sommet:

«La différence qui existe entre les BRICS, d'un côté, et les G7 ou d'autres formations orientées vers l'Occident de l'autre, c'est que, dans ces dernières, tout le monde regarde vers les Etats-Unis. Il peut y avoir de petites divergences, et certaines parties peuvent tenter d'imposer des décisions différentes de la ligne stratégique définie par Washington. Mais ce sont les Etats-Unis qui dictent la ligne générale.

Notre association, par contre, a une approche totalement différente. [...] Chaque participant se trouve sur un pied d'égalité avec les autres. Tant que quelqu'un n'est



## «L'esprit des BRICS»

suite de la page 1

pas satisfait d'une décision, il n'y aura pas de consensus. Si quelqu'un est mal à l'aise, les autres parties feront de leur mieux pour trouver une formulation ou une décision qui garantisse notre unité. De cette manière, nous parvenons à un consensus réel, toute autre chose que d'obéir au grand patron. Ce consensus réel prend plus de temps, mais les accords obtenus de cette manière sont beaucoup plus stables, durables et fructueux. [...]

Ce sommet a élevé le débat sur la justice à un niveau qualitativement nouveau, insistant sur le fait que l'on ne peut pas continuer sans fin à soustraire des ressources aux pays en développement. Les Africains ne se souviennent que trop bien de l'époque coloniale et de l'objet de leurs luttes. Après avoir obtenu leur indépendance, ils ont réalisé que l'Occident essayait à nouveau de les instrumentaliser dans leur seule fonction comme fournisseurs de ressources peu coûteuses, tout en s'appropriant à eux-mêmes toute la valeur ajoutée et ses avantages. Ils sont mécontents de cette situation. [...]

Il est temps que tous commencent à établir des relations d'égalité, à se respecter mutuellement et à rechercher un équilibre des intérêts. Il est temps que certaines nations cessent de dicter des choses aux au-

tres et que tous les gouvernements se conforment aux exigences pleinement conformes à la Charte des Nations unies, qui établit l'égalité souveraine de tous les Etats, grands et petits. Si l'Occident essayait, au moins pour une fois, de mener une politique en accord avec l'engagement qu'il a signé et ratifié lors de la création de l'ONU, alors le bon sens aurait peut-être sa chance».

## Équité et justice dans les affaires internationales

Le Président chinois, Xi Jinping, a déclaré:

«Nous nous réunissons à un moment où le monde est entré dans une nouvelle phase de turbulences et de changements. Il traverse de grands changements, des divisions et des restructurations qui conduisent à des évolutions incertaines, instables et imprévisibles.

Les BRICS sont une force importante dans la construction du paysage international. Nous choisissons nos voies de développement de manière indépendante, défendons ensemble notre droit au développement et marchons ensemble vers la modernisation. Ces choix représentent les mêmes qui marquent la direction du progrès de la société humaine, il aura un impact profond sur le processus de développement dans le monde. Notre bilan montre que nous avons agi en toute conséquence selon

l'esprit d'ouverture, d'inclusion et de coopération gagnant-gagnant qui marque les BRICS et que nous avons porté la coopération des BRICS vers de nouveaux sommets afin de soutenir le développement de nos cinq pays. Nous avons porté haut l'équité et la justice dans les affaires internationales, défendu ce qui est juste dans les grandes questions internationales et régionales et renforcé la voix et l'influence des pays émergents et en développement. Les BRICS ont toujours défendu et pratiqué une politique étrangère indépendante. [...] Nous ne bradons pas des principes, nous ne cédon pas aux pressions extérieures et n'agissons pas en vassaux des autres. Nous, les pays BRICS, partageons un large consensus et des objectifs communs. Quelle que soit l'évolution de la situation internationale, notre engagement à travailler ensemble depuis nos débuts, et nos aspirations communes ne changeront pas. [...]

La mentalité de la guerre froide hante encore notre monde, et la situation géopolitique est de plus en plus tendue. Toutes les nations aspirent à un contexte de sécurité solide. La sécurité internationale est indivisible. Les tentatives d'obtenir une sécurité absolue au détriment d'autres finiront par échouer. Les raisons pour lesquelles la crise ukrainienne a évolué vers la situation actuelle sont complexes. Il

s'agit maintenant d'encourager les pourparlers de paix, de promouvoir la désescalade, de mettre fin aux combats et d'instaurer la paix. Personne ne devra jeter de l'huile sur le feu pour aggraver la situation».

## La déclaration finale

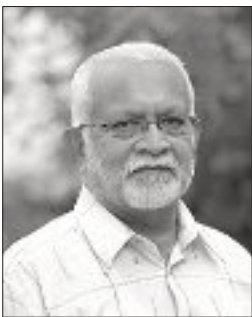
Le deuxième paragraphe du préambule de la déclaration finale fait écho à toutes ces interventions:

«Nous réaffirmons notre attachement à l'esprit de respect et de compréhension mutuelle des BRICS, d'égalité souveraine, de solidarité, de démocratie, d'ouverture, d'inclusivité, de coopération renforcée et de consensus. En nous appuyant sur 15 années de sommets des BRICS, nous continuons à nous engager à renforcer le cadre de la coopération des BRICS, bénéfique pour toutes les parties concernées, basés sur les trois piliers que sont la coopération politique et sécuritaire, la coopération économique et financière et la coopération culturelle et interpersonnelle, dans le but de développer notre partenariat stratégique pour le bien de nos peuples en promouvant la paix, un ordre international plus représentatif et plus juste, un système multilatéral revitalisé et réformé, un développement durable et une croissance inclusive.»

(Sélection et traduction: *Horizons et débats*)

## Le G20 a grand besoin d'une véritable réforme

par M.S. Bahdrakumar



M.K. Bahdrakumar (photo mad)

Pays hôte, l'Inde peut légitimement se réjouir du tapage médiatique célébrant le sommet du G20 des 9 et 10 septembre en tant que «succès». La diplomatie indienne a certes déployé tous ses efforts. La négociation du G20 n'est pas une mince affaire

dans un contexte extrêmement polarisé. Dans la perspective du G20, les facteurs géopolitiques en jeu lors du sommet de Delhi resteront déterminants pour qu'à l'avenir le G20 puisse servir de cadre à l'élaboration de nouvelles orientations en matière de stratégies économiques. Les impondérables ne manquent pas dans un monde divisé.

On peut en grande partie attribuer les aspects géopolitiques au fait que le sommet du G20 a eu lieu à un point d'inflexion de la guerre en Ukraine, un événement semblable à la pointe d'un iceberg. En effet, l'expression des tensions s'accumulent entre les puissances occidentales et la Russie dans l'ère de l'Après-guerre froide.

Le fond du problème, c'est que si la Guerre froide s'est achevée par des négociations, aucune convention de paix n'est, cependant, venue consolider l'ère nouvelle. Ce vide a généré des dérives et des disparités. La sécurité étant indivisible, on a vu apparaître des tensions lorsque l'OTAN s'est lancée dans une expansion vers l'est, dans les anciens territoires relevant du Pacte de Varsovie, à la fin des années 1990.

## Georg Kennan l'avait bien prévu

Avec une grande prescience, *George Kennan*, qui fut le chorégraphe des stratégies de la Guerre froide, avait prévu que l'administration de *Bill Clinton*, convaincue du caractère «unipolaire» de la situation, commettait là une grave erreur, dans la mesure où la Russie se sentirait menacée par l'expansion de l'OTAN. Cette situation compliquerait inexorablement les relations de l'Occident avec la Russie pour longtemps, très longtemps.

\* M.K. Bahdrakumar a accompli ses missions pendant près de trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des affaires étrangères. Il a notamment été ambassadeur dans l'ancienne Union soviétique, au Pakistan, en Iran et en Afghanistan, en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses textes sont ciblés principalement sur la politique étrangère indienne et des événements majeurs au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline»

«Les Etats-Unis tirent leur énorme pouvoir politique du statut du dollar comme première monnaie mondiale. Comme la majeure partie du commerce international se fait en dollars américains, les Etats-Unis peuvent imprimer de l'argent pour payer les marchandises achetées à l'étranger, ce qui leur permet de financer un important déficit commercial international sans avoir à s'inquiéter de manquer d'argent. La large diffusion du dollar permet également à Washington d'imposer facilement des sanctions efficaces, car il peut couper

Mais l'OTAN a continué son expansion et s'est rapprochée des frontières occidentales de la Russie dans une logique d'encerclement. Tout le monde savait sans l'avouer que l'Ukraine était appelée à devenir le champ de bataille où s'affronteraient des forces titanesques.

Comme on pouvait s'y attendre, en 2014, suite au changement de régime en Ukraine – soutenu par l'Occident – un gouvernement antirusse a été installé à Kiev et l'OTAN s'est lancée dans un renforcement militaire dans ce pays, parallèlement à un plan coordonné visant à l'intégrer dans le système de cette alliance occidentale.

Il suffit de dire que le «consensus» élaboré lors du sommet du G20 concernant la guerre en Ukraine est, en réalité, un simple épisode de la lutte géopolitique entre les Etats-Unis et la Russie, car il englobe la crise existentielle à laquelle la Russie est confrontée.

## Turbulences prévisibles

Rien ne laisse supposer que les Etats-Unis sont prêts à admettre la légitimité des intérêts de la Russie en matière de défense et de sécurité ou à renoncer à leurs notions de caractère exceptionnel et d'hégémonie

«Dans les années 1960, le Ministre français des Finances *Valéry Giscard d'Estaing* a déploré que la domination du dollar américain confère aux Etats-Unis un «privilege exorbitant» de s'endetter à bon compte auprès du reste du monde et de vivre au-dessus de leurs moyens. Les alliés et les adversaires des Etats-Unis ont depuis souvent répété cette reproche. Cependant, ce privilège exorbitant s'accompagne de charges aussi exorbitantes qui pèsent sur la compétitivité du commerce américain et sur l'emploi, et qui seront probablement encore plus lourdes et déstabilisantes lorsque la part des Etats-Unis dans l'économie mondiale diminue. Les avanta-

ges adversaires d'une grande partie du système financier mondial en limitant simplement leur accès au dollar».

Source:

*Filippo Gori. America's Debt-Ceiling Disaster. How a severe Crisis or Default Could Undermine U.S. Power. Foreign Affairs, 24 avril 2023*

*Filippo Gori est économiste et a travaillé à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à l'Organisation internationale du travail (OIT) et à la Banque centrale européenne (BCE).*

(Traduction *Horizons et débats*)

mondiale. En fait, il faut s'attendre à une période de fortes turbulences. Par conséquent, il vaut mieux ne pas surestimer les bons résultats du sommet de Delhi, même si l'on peut se réjouir de ce heureux moment.

Le revirement de Washington lors du sommet sur l'Ukraine a constitué à la fois une réponse créative aux efforts de médiation des trois pays du BRICS – Afrique du Sud, Inde et Brésil – mais aussi, sinon plutôt, une action menée dans son propre intérêt, afin d'éviter de s'isoler par rapport aux pays du Sud.

A l'évidence, si Moscou ne tarit pas d'éloges à l'égard de l'Inde et de *Modi*, on voit le phénomène inverse se produire dans l'opinion occidentale, où le compromis sur l'Ukraine a été fort mal perçu. Le quotidien britannique «*Financial Times*», toujours en phase avec la pensée gouvernementale, a écrit que la déclaration de Delhi ne faisait référence qu'à la «guerre en Ukraine». Cette formulation précédemment rejetée par les partisans de Kiev, tels les Etats-Unis et les alliés de l'OTAN, implique que les deux parties sont toutes aussi coupables. Ils ont donc appelé à une «paix juste et durable en Ukraine», sans cependant explicitement lier cette demande à la préservation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

ges de la suprématie du dollar profitent surtout aux institutions financières et aux grandes entreprises, tandis que les coûts sont généralement à la charge des couches de salariés peu favorisés. C'est pourquoi la poursuite de l'hégémonie du dollar risque d'aggraver les inégalités ainsi que la polarisation politique aux Etats-Unis.»

Source: *Simon Tilford et Hans Kundnani. It Is Time to Abandon Dollar Hegemony. Issuing the World's Reserve Currency Comes at Too High a Price. Foreign Affairs, 28/07/20. Simon Tilford est économiste au Forum for a New Economy, Hans Kundnani est Senior Research Fellow chez Chatham House.*

(Traduction *Horizons et débats*)

En fait, les émotions sont attisées et lorsque la guerre en Ukraine entrera dans sa prochaine phase brutale, face à une victoire russe qui se désigne, elles seront portées à l'ébullition.

## La montée en puissance des BRICS

Encore une fois, il ne fait aucun doute que les Occidentaux se sentent interpellés par la montée en puissance spectaculaire des BRICS – plus précisément, l'attrait exercé par ce groupe sur les pays en développement, dits «du Sud», les déconcerte.

Il est exclu que l'Occident puisse espérer de se ranger du côté des BRICS. Dans le même temps, les BRICS se dirigent résolument vers un remplacement du système commercial international ayant servi de base à l'hégémonie occidentale. La militarisation des sanctions par les Etats-Unis – et le gel arbitraire des fonds russes – ont semé le doute dans l'esprit de nombreux pays.

En clair, les Etats-Unis ont oublié leur so-lennel engagement, lorsque le dollar a remplacé l'or comme devise de réserve au début des années 1970, de permettre à tous les pays d'accéder librement à leur devise. Actuellement, les Etats-Unis ont inversé le sens de leurs promesses et exploitent la primauté du dollar

Suite page 3

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Redaction  
Peter Küpfer

Rédaction et administration  
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros  
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».



# L'irrésistible montée d'un monde multipolaire

par Atilio A. Boron

L'élargissement des pays du BRICS s'est installé de manière inattendue, moins parce qu'il n'avait pas été planifié par l'organisation que parce qu'il a été réalisé, au sommet de Johannesburg, quasiment à la dernière minute. Il rend évident la profondeur de la transformation qui s'est produite sur l'échiquier géopolitique et économique international. Il ne s'agit plus seulement d'un processus qui va de pair avec le déclin lent mais indéniable de la puissance mondiale des Etats-Unis, qui se traduit par la perte accrue du poids du dollar dans l'économie mondiale et, sur le plan militaire, par le retrait ignominieux de l'Afghanistan après vingt ans de guerre, pour ne citer que ces deux exemples.

Bien au contraire, nous nous trouvons face à un processus déjà abouti, qui cristallise une nouvelle configuration du pouvoir mondial qui a mis fin à l'unipolarité érigée des Etats-Unis et à la primauté globale de l'Occident.

La scène internationale présente aujourd'hui une image très différente de celle qui prévalait il y a dix ans. Elle se caractérise par plusieurs transformations majeures qui se résument ainsi: les évolutions des BRICS, représentant aujourd'hui une organisation dont le produit intérieur brut cumulé dépasse celui des pays du G7; la formidable avancée dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans des pays comme la Chine et l'Inde (et dans une moindre mesure, l'Iran) qui dépassent les Etats-Unis et l'Europe dans plusieurs domaines; l'effondrement de cinq siècles de domination occidentale sur le reste du monde, passé qui pèse lourd et se manifeste aujourd'hui encore dans les défis auxquels sont confrontés les pays qui ont été, soit plongés dans l'arriération et la misère par l'Angleterre (longtemps puissance colonisatrice incontestée) et ses complices européens (le cas de la Chine, par exemple, lors des deux Guerres de l'Opium), soit soumis à un statut colonial (comme l'Inde), soit marginalisés en tant que manifestation de la «barbarie asiatique» (comme la Russie); le réveil d'une détermination anticolonialiste dans plusieurs pays d'Afrique (dont Emmanuel Macron a pu faire l'expérience lors de sa récente visite dans certains pays de la région); et finalement une Europe transformée en un indigne protectorat américain dépourvu du moindre degré d'influence sur son



Première page du quotidien argentin «Página 12» du 25 août 2023: L'Argentine a fait un pas décisif vers la diversification de son commerce extérieur et de ses sources de financement.

## Sommet du G77 – Le Sud global appelle à la fin d'un ordre international uniquement dominé par l'Occident

Lors du sommet du G77, groupe des pays émergents ou en développement, Cuba, qui à la fois hébergeait et présidait la réunion, s'est prononcé en faveur d'un impact nettement accentué du Sud global sur les relations internationales. Miguel Díaz-Canel, Président et chef d'état cubain, a affirmé qu'il revenait au Sud de «changer les règles du jeu» de l'ordre international, afin de prendre la succession des prospères nations occidentales dont les intérêts avaient été prépondérants pendant des siècles. Le président cubain a déclaré que les pays en développement étaient les principaux victimes de la «crise multidimensionnelle» régnant dans le monde actuel, allant du «commerce inégal et abusif» aux «changements climatiques dévastateurs». Le chef d'état cubain a en outre déploré «l'architecture internationale hostile» aux progrès du Sud global.

Lors du sommet, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui aussi réclamé un ordre mondial «plus représentatif et qui réponde davantage aux besoins des économies en développement», actuellement «engluées, selon lui, dans un imbroglio de crises mondiales».

Depuis janvier 2023, Cuba occupe la présidence tournante du G77, groupement fondé en 1964 par 77 pays du Sud afin de mieux faire valoir leurs intérêts propres au niveau international. Aujourd'hui, cette organisation regroupe 134 pays représentant environ 80 % de la population mondiale. La Chine, ne se considérant pas comme membre de l'Alliance, se joint aux revendications de l'Alliance.

Source: <https://de.rt.com/international/180955-g77-gipfel-globaler-sueden-fordert/> du 16 septembre 2023

(Traduction Horizons et débats)

## «Le G20 a grand besoin ...»

suite de la page 2

pour faire marcher la planche à billets à leur guise et vivre au-dessus de leurs moyens.

### La tendance est à l'abandon du dollar

La tendance est de plus en plus aux échanges en devises locales, sans passer par le dollar. Les BRICS devraient accélérer cette évolution. Il faut se détromper – tôt ou tard, les BRICS concentreront leurs efforts à élaborer une monnaie alternative capable de remplacer le dollar.

Il est donc concevable qu'il y ait des machinations occidentales visant à créer des dissonances au sein des BRICS. Dans ce contexte, Washington continuera certes à jouer sur les inquiétudes de l'Inde face à la présence imposante de la Chine dans le Sud mondial. Tout en exploitant les phobies indiennes à l'égard de la Chine, l'administration Biden attend également du gouvernement Modi qu'il serve de passerelle entre l'Occident et le Sud. Ces attentes sont-elles réalistes?

L'évolution actuelle de l'Afrique, marquée par une forte connotation anticoloniale et anti-occidentale, menace directement de perturber le transfert continu vers l'Occident des richesses de ce continent liées à son abondance en ressources naturelles. D'où peut-on avoir le front de solliciter de l'Inde, qui a connu la cruauté de l'asservissement colonial, qu'elle collabore avec l'Occident dans le cadre d'un tel paradigme?

Fondamentalement – en tenant compte de tous ces facteurs géopolitiques – l'avenir du G20 réside dans sa capacité à se réformer en interne. Conçu pendant la crise financière de 2007, alors que la mondialisation était encore

«Mais même sans successeur clairement identifié, le dollar pourrait perdre sa suprématie. L'ordre économique international pourrait céder la place à un système monétaire multipolaire, dans lequel les pays utiliseraient une multitude de monnaies pour leurs échanges, y compris les monnaies des pays émergents en pleine croissance. [...]

Pour Washington, cela aurait de graves conséquences. Etant donné que la majeure partie du commerce international se fait en dollars, les Etats-Unis n'ont pas besoin d'accumuler des réserves de devises. Les banques centrales des autres pays ont toutefois besoin de dollars pour financer leurs importations. A cette fin, elles détiennent de grandes quantités d'obligations d'Etat américaines, ce qui réduit le coût du crédit pour les Etats-Unis. L'utilisation généralisée du dollar dans les transactions internationales confère donc aux Etats-Unis le privilège exorbitant de pouvoir

négocier et emprunter dans leur propre monnaie à des taux d'intérêt avantageux. Il procure également aux Etats-Unis un puissant moyen de pression géopolitique. La dépendance du monde vis-à-vis des systèmes de paiement en dollars américains permet à Washington d'imposer unilatéralement des sanctions à d'autres Etats, ce qui a un impact économique considérable. Mais si les pays peuvent facilement commercer dans d'autres monnaies, Washington ne sera plus en mesure de sanctionner efficacement ses adversaires en agissant seul».

Source: Filippo Gori. *America's Debt-Ceiling Disaster. How a Severe Crisis or Default Could Undermine U.S. Power. Foreign Affairs*, 24. April 2023; Filippo Gori est économiste et a travaillé pour l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Banque centrale européenne (BCE).

(Traduction Horizons et débats)

## «Le Sud global doit être mieux représenté»

Une plus forte représentation du Sud mondial est nécessaire pour remplacer les partisans du monde industriel. En second lieu, le FMI doit être réformé de toute urgence, ce qui est bien sûr plus facile à dire qu'à faire, car cela implique que les Etats-Unis acceptent de renoncer à exercer leur droit de veto injustifié à l'encontre de décisions qu'ils désapprouvent pour des raisons politiques ou géopolitiques – ou, tout simplement, pour sanctionner certains pays.

Avec la réforme du FMI, le G20 peut espérer jouer un rôle significatif dans la création d'un nouveau système commercial.

en vogue, le G20 peine aujourd'hui à survivre dans un environnement global très différent.

Qui plus est, la «politisation» («ukrainisation») du G20 par les puissances occidentales sape la raison d'être du groupe.

L'ordre mondial est lui-même en pleine mutation et le G20 doit évoluer avec son temps pour éviter son obsolescence. Tout d'abord, le G20 est constitué de pays riches, dont la plupart sont des outsiders n'ayant pas grand-chose à apporter, à un moment où le G7 n'est plus le maître du jeu. En termes de PIB ou de population, les BRICS ont dépassé le G7.

propre territoire (sans parler des territoires avoisinants où l'OTAN a supplanté l'Union européenne en tant que véritable organisation supranationale européenne centralisée, télé-guidée depuis Washington).

D'autres exemples illustrent la portée de cette reconstruction post-hégémonique de la structure du pouvoir mondial en cours, on les trouve dans les domaines les plus divers de l'arène internationale.

L'élargissement des BRICS a intégré six nouveaux pays, cinq d'entre eux étant riches en hydrocarbures (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Iran) et gaz (Argentine et Ethiopie), alors que les G7, longtemps emblème de l'ancienne élite économique mondiale, se caractérise précisément par sa dépendance (à divers degrés cependant, selon ses membres) à l'égard de ses nécessités d'importations de pétrole et de gaz. Tout cela illustre les plaintes et critiques à l'adresse des BRICS élargis, soulevées de concert du côté des maître-penseurs et stratèges de l'ancien empire.

L'entrée de l'Argentine dans cette organisation ne pouvait tomber à un meilleur moment: elle permettra de diversifier notre commerce extérieur, d'accéder à de nouveaux financements pour les travaux d'infrastructure et le développement industriel et constituera un levier inestimable pour mettre fin à l'influence néfaste du FMI dans les affaires intérieures de notre pays. Comme on pouvait s'y attendre, la droite, toutes tendances confondues, s'est prononcée contre l'adhésion de l'Argentine aux BRICS, débitant une série de lieux communs éculés tels que «notre place est solidement ancrée dans le monde occidental» et ainsi de suite. On ne pouvait rien attendre de mieux de leur part, en leur qualité de simples fonctionnaires de l'administration néo-coloniale. Leurs propositions, aussi rétrogrades que destructrices, vont désormais se heurter à de nouveaux obstacles dans un pays renforcé par son appartenance aux BRICS et par son association aux grandes puissances économiques et politiques émergentes qui ont déjà construit un nouvel ordre international, cette fois-ci à caractère polycentrique et post-hégémonique.

Source: <https://www.pagina12.com.ar/581939-el-irresistible-ascenso-del-policentrismo>

(Traduction Horizons et débats)

Mais l'Occident fait jouer la montre en politisant le G20. C'est la résultante de son fonctionnement paranoïaque à l'idée que sa domination de l'ordre économique mondial, vieille de cinq siècles, est sur le point de s'achever. Il est malheureux de constater que dans le monde occidental, un véritable leadership visionnaire brille par son absence, et ceci à un moment de transition à dimension historique.

### Un double défi pour l'Inde

Concernant l'Inde, le principal défi est double: s'engager à faire progresser le Sud global en faisant l'une des priorités de sa politique étrangère et, deuxièmement, persévérer dans le suivi de ce qu'elle a préconisé au cours des délibérations du sommet du G20.

Voilà où réside le danger. Selon toute probabilité, une fois que les dirigeants du G20 auront quitté le sol indien, Delhi pourrait revenir à sa politique étrangère axée sur la Chine. Cependant, l'engagement de l'Inde en faveur de la cause du Sud ne doit pas être épisodique. Delhi a tort si elle continue à se prendre pour l'habituel Joueur de flûte de Hamelin.

Cette attitude peut convenir à la politique indienne – du moins pendant un certain temps – mais le Sud interprétera notre attitude en parvenant à la conclusion que l'Inde, dans sa frénétique course au pouvoir pour se hisser en bonne place sur l'échiquier de la politique mondiale, ne poursuit pour du vrai que de l'aide à soi-même.

En d'autres termes, le gouvernement Modi doit se demander non pas ce que le Sud peut faire pour renforcer la position internationale de l'Inde mais, au contraire, ce que l'Inde peut faire pour le Sud.

(Traduction Horizons et débats)



# La neutralité reste profondément ancrée dans la population Suisse

Entretien avec le Conseiller national Franz Grüter\*



Franz Grüter  
(photo mad)

*Horizons et débats: L'armée suisse a récemment publié un nouveau rapport intitulé «Renforcer la capacité de défense». Selon moi, ce sont deux questions clé qui se posent. Nos militaires ressentent-ils une malaise face à la réduction de l'armée au niveau inapproprié à défendre le pays? Et, intimement lié à la première question: les cercles volontaires à faire entrer la Suisse dans l'OTAN tirent-ils profit de la guerre en Ukraine pour cette besogne?*

Franz Grüter: Une réponse affirmative à ces deux questions est vraisemblable. Concernant la première question: au cours des 20 dernières années passées, probablement presque 30 ans même, du temps suivant la chute du mur de Berlin en 1989, on avait affaire à des personnes politiquement responsables, réparties dans presque tous les partis, proclamant qu'il n'y aurait plus jamais de guerre en Europe. Le PS défendait, au début des années 2000 encore, la thèse selon laquelle notre armée n'aurait plus jamais besoin de davantage de chars ni d'avions de combat. Aujourd'hui, pour la première fois depuis 75 ans, nous nous trouvons à nouveau face à une guerre en Europe. Cette nouvelle donnée a certes ouvert les yeux à beaucoup de gens. Et en même temps, au sein de l'armée suisse, on s'est rendu compte, un peu tard, que notre armée se voyait hors de la possibilité d'assurer la sécurité de la population suisse au cas d'une attaque armée.

La guerre en Ukraine n'était pas la première en Europe. Il y avait déjà eu une guerre en Europe auparavant, la guerre de Yougoslavie. La guerre de Yougoslavie a eu lieu, en effet, mais elle n'a jamais été perçue avec autant d'émotion. Pour la Suisse, elle a certes eu des conséquences importantes, notamment en termes d'immigration, mais elle n'a pas suscité autant d'émotions que la guerre en Ukraine relevant d'une tout autre dimension.

## L'état actuel de l'armée suisse

Le commandant de corps *Süssli* [chef de l'armée] a fixé la capacité de notre armée à résister contre l'assaut d'une armée ennemie à quatre semaines. Dans le passé, la mobilisation des troupes ne correspondait pas aux attentes. Selon moi, il est donc positif que l'on s'aperçoive maintenant de la nécessité d'agir. *Adolf Ogi* [ancien conseiller fédéral et chef du

\* Franz Grüter est président de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N), entrepreneur informatique et capitaine de l'armée suisse.

## Les engagements armés de l'armée suisse à l'étranger sont en contradiction avec la neutralité suisse

*mw.* Le 10 juin 2001, le peuple suisse a approuvé de justesse, par 51% des voix, une modification de la loi militaire autorisant les soldats suisses à porter des armes lors d'engagements à l'étranger. Plusieurs groupes de citoyens avaient lancé un référendum et je me souviens encore très bien des discussions, de citoyenne au citoyens, lors de la collecte des signatures. L'argument principal du Conseil fédéral était que les Suisses armés ne pouvaient participer qu'à des missions de «maintien de la paix», mais pas à des missions d'imposition de la paix». Il va de soi qu'en situation de crise et de violence, il n'était et ne peut être répondu aux questions critiques de la population sur la différence exacte entre les deux.

Le Conseiller national Franz Grüter le confirme par sa propre expérience lors de l'entretien préliminaire à l'interview: «Ce qu'il faut certainement évoquer une fois de plus, c'est l'engagement de nos soldats à l'étranger. Nous avons environ 200 personnes au Kosovo, l'engagement a été récemment prolongé par le Parlement. J'étais moi-même au Kosovo avant Noël 2022. Il y avait de forts troubles dans le nord, des barrages routiers. Tous les gendarmes serbes avaient démissionné, et j'ai moi-même vu comment les Suisses, qui devaient en fait faire du *peace keeping*, c'est-à-dire du maintien de la paix, se sont soudain retrouvés quasiment impliqués dans le «*peace enforcement*», dans l'imposition de la paix par la force. Cela montre à quel point tout peut vite changer. Lorsque nous avons nos soldats à l'étranger chargés d'assurer la paix, le scénario

de début peut très vite basculer et se transformer en conflit armé».

Franz Grüter poursuit: «Ce qui passe aussi complètement au-dessous de notre radar, c'est que nous avons encore une vingtaine de personnes en Bosnie-Herzégovine, endroit où il faudrait aussi une fois de plus s'interroger sur le rôle de la Suisse là-bas. Cela vaut la peine d'y regarder de près et de poser régulièrement des questions critiques, par exemple pour savoir si de tels engagements se déroulent en effet en accord avec notre Constitution».

Il y a 20 ans, le journaliste *Philippe Kropf* a répondu en toute limpidité à de telles questions, devant les micros et caméras de la télévision suisse: «Pour la première fois dans l'existence de la Suisse moderne, des soldats suisses partent en mission de paix au Kosovo, munis de leurs armes. Cette façon d'agir est en totale enfreinte contre un principe suisse de base. Le 7<sup>e</sup> contingent de la «*Swisscoy*» [...] est un cas exemplaire pour tous les autres engagements à l'étranger». Et *Kropf* de poursuivre: «Que des soldats suisses portent des armes à l'étranger était jusqu'à présent totalement impensable en raison de la neutralité suisse. Les Suisses ne participaient aux opérations multinationales qu'en tant qu'observateurs militaires de l'ONU, en tant que personnel médical lors de missions de l'ONU ou en tant que bérêts jaunes pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)». Bravo!

<sup>1</sup> *Kropf, Philippe.* «Les soldats suisses armés à l'étranger», *RTS, swissinfo*, du 2 octobre 2002

Département de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS] a affirmé, à l'époque, que l'armée disposerait de dix ans de préalerte lui permettant d'atteindre gentiment sa force de combat définitive en cas de guerre. Il s'agissait, de son temps déjà, de considérations illusoire, et je me réjouis que l'on se remette à réajuster les priorités. Elles vont dans une tout autre direction, à savoir que notre armée doit à nouveau être en mesure d'assurer la sécurité de notre population et donc de maintenir sa capacité de défense.

## Pas de rattachement plus étroit à l'OTAN

L'armée suisse a toujours acheté ses matériaux d'armement en Occident et a veillé à ce qu'ils soient compatibles avec les produits d'origine occidentale. Par le passé déjà, nous avons donc acheté des *Tiger* américains, des *FA-18*, il s'agissait toujours d'avions de combat occidentaux. Aujourd'hui, nous rééquipons l'armée de l'air avec les *F-35*, et nous recevons un système de défense sol-air ultramoderne ainsi que les missiles *Patriot* américains. L'interopérabilité, pour employer ce joli néologisme, a toujours

été prise en compte. Mais à Berne, il sont pourtant nombreux à souhaiter s'associer plus étroitement à l'OTAN. C'est bien sûr inacceptable. Car nous ne pouvons nous associer à d'autres Etats que si la Suisse serait attaquée elle-même. De plus, la neutralité suisse exclut un tel rapprochement.

En juin passé, le Conseil des Etats a approuvé le postulat de son membre *Josef Dittli*. Il demande au Conseil fédéral de «présenter dans un rapport comment – sans adhérer à une alliance et dans le respect du droit de la neutralité – nous pouvons réaliser une coopération approfondie et institutionnalisée avec l'OTAN dans le domaine de la défense». Le Conseil des Etats ayant approuvé cette proposition, ne reviendrait-elle pas à l'adhésion suisse à l'OTAN, au moins par les faits?

Bon, il s'agit là d'un postulat, c'est-à-dire que le Conseil des Etats demande d'abord un rapport au Conseil fédéral [contrairement à une motion, par laquelle on demande directement un projet de loi]. Mais la direction empruntée par cette mouvance est claire. Avancer dans

cette direction et faire semblant de défendre, face à la population suisse, que nous ne voulons pas adhérer à l'OTAN, c'est de la malhonnêteté. Car tout le monde sait très bien que notre Constitution exclut un tel procédé. Pour adhérer à l'OTAN, il faudra la votation populaire.

D'un côté, il est nécessaire que les gens se rendent compte qu'avec notre propre armée, tant en termes d'équipement que d'instruction, nous ne sommes plus en mesure de défendre le pays et d'assurer la sécurité de notre population. Nous nous trouvons face à un déficit tout autre. De quoi notre armée a-t-elle besoin? C'est précisément ce que j'attendrais de mon collègue au Conseil des Etats, *M. Dittli*, ancien officier instructeur de l'armée suisse, colonel de l'état-major général, un homme sensé comprendre quelque chose à l'armée. J'ai d'ailleurs un grand respect pour lui. Mais les vraies questions dans ce contexte sont les suivantes: Où sont les plus grandes lacunes? De quoi avons-nous besoin pour reconduire l'armée suisse au niveau nous permettant de réassurer la sécurité de notre pays, et par nos propres moyens? C'est à cette discussion qu'il faudrait se livrer, et honnêtement. L'essentiel est et demeure notre capacité de nous défendre nous-mêmes, et non pas de rejoindre une quelconque alliance, simplement parce que nous ne sommes plus prêts à faire ce qui est notre devoir, le devoir que nous impose notre propre pays. C'est une toute autre attitude de celle de nous eclipser devant nos responsabilités par un marché indigne de nous.

## Prendre soin de notre neutralité

Dans ce contexte, il s'agit également de prendre soin de notre neutralité. Là, nous pénétrons le domaine de notre politique étrangère, aux tâches défiant la commission que je préside. Pour un petit Etat, sa capacité de défense est cruciale. Mais il est tout aussi important que nous agissions en tant que petit Etat neutre, en évitant de s'immiscer dans des conflits étrangers. Au contraire, nos efforts doivent se concentrer sur la médiation et la proposition de nos bons offices. C'est justement ce qui a souffert ces derniers temps, car nous nous sommes quasiment alignés sur une partie se trouvant en guerre. Rester neutre face à une guerre est bien sûr beaucoup plus inconfortable, beaucoup plus dur, il faut montrer sa colonne vertébrale et sa force. Dire pendant une guerre que nous restons en dehors, que nous ne condamnons personne, indépendamment de ce que nous éprouvons dans notre for intérieur – tout le monde nourrit ses sympathies ou antipathies, mais cela reste du domaine privé – mais l'Etat lui-même ne peut pas se le permettre, c'est son devoir de rester neutre. Ces derniers

Suite page 6

## «Notre armée de milice fait partie intégrante de notre modèle d'Etat. Elle doit protéger le pays et sa population et garantir sa neutralité»

Contre-argument au récent rapport sur l'armée, en date du mois d'août 2023

*mw.* L'armée suisse a publié, en août 2023, un rapport intitulé «Renforcer la capacité de défense. Image cible et stratégie pour la montée en puissance». Depuis les années 1990, l'armée suisse a été réduite à un état ne garantissant plus ni la protection de la population ni la défense de la souveraineté et de la neutralité du pays. Aujourd'hui, la capacité de défense doit être rétablie dans le cadre du réarmement général des pays de l'UE et de l'OTAN – selon la position «officielle» une contrainte qui serait impossible à réaliser sans le recours au rattachement encore plus étroit de la Suisse à l'OTAN, conclusion martelée à nouveau par le rapport récent. Cette affirmation n'est pas nouvelle, mais elle a l'inconvénient d'induire en erreur.

Sans entrer dans les détails, soulignons l'essentiel: Il est absurde que l'actuel rapport sur l'armée énumère les mesures à prendre pour remettre en état, un tant soit peu et à grand renfort de temps et d'argent, les effectifs insuffisants, l'instruction et l'équipement déficients ainsi que l'infrastructure lamentable de l'armée, en grande partie mise au rebut ou bradée – tout cela est le résultat des actions que les autorités fédérales suisses et les diri-

geants responsables de notre armée nous ont imposées, sciemment et volontairement.

Il y a 20 ans, différents groupes de citoyens ont lancé un référendum contre l'«Armée XXI» afin d'empêcher le démantèlement anticonstitutionnel de l'armée de défense suisse et de couper court à l'alignement suisse sur l'OTAN, déjà sciemment affiché comme «solution du problème» à l'époque, but en totale enfreinte à la neutralité suisse. Malheureusement, les concepts de l'«Armée XXI» ont été acceptés par le peuple lors de la votation populaire du 18 mai 2003.

En réalité, à l'époque déjà, l'affirmation officielle selon laquelle une «montée en puissance» ultérieure pour atteindre le nombre nécessaire de soldats bien formés et motivés serait possible en l'espace de quelques années relevait d'illusions dès le départ. L'idée des auteurs actuels du rapport sur l'armée selon laquelle l'instruction militaire devrait «répondre encore mieux qu'aujourd'hui aux exigences des militaires qui, de par leur formation civile, sont habitués à un enseignement axé sur les compétences» (rapport, p. 37 et suivantes) n'est pas autre chose qu'une pure aberration grotesque. Une défense nationale suisse crédible ne peut se faire ni avec les méthodes ratées

de Lehrplan 21 (plan d'études de la réforme technocrate et anti-pédagogique imposé aux écoles suisses), ni avec des armes compatibles avec l'OTAN, ni avec une mise en réseau communicative avec la bureaucratie de l'OTAN.

Elle doit au contraire être fondée en nous-mêmes, citoyens et citoyennes, conscients et conscientes (!) de ce que nous voulons protéger et préserver en Suisse. Il est particulièrement urgent que nous dirigions notre regard sur l'émergence d'une jeunesse disposant d'un aperçu de l'histoire et de la structure étatique suisse, s'identifiant à son pays et prête à s'engager pour lui – en tant que soldat milicien au service militaire suisse, dans la commune et partout ailleurs où il faut mettre la main à la pâte.

<sup>1</sup> Armée suisse. *Groupeement Défense.* «Renforcer la capacité de défense. Image cible et stratégie pour la montée en puissance» du 11 août 2023. PDF, 60 pages.

## Modification de la loi sur l'armée (Armée XXI), 2003; arguments des comités référendaires contre cette transformation annihilante:

«Notre armée de milice est un élément de notre système étatique. Elle doit protéger le pays et la population et garantir la neutralité.

Elle doit donc rester en dehors de toute alliance. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut mener une politique de paix active. A une époque où la guerre ne constitue malheureusement plus la solution ultime [mais devient endémique, *mw.*], la Suisse doit pouvoir assumer en toute crédibilité les tâches qui lui incombent dans le domaine de la promotion de la paix, à savoir organiser des négociations et des conférences de paix sur sol neutre, offrir ses bons offices pour contribuer à désamorcer des conflits et maintenir la confiance dans l'aide humanitaire neutre.

La nouvelle loi sur l'armée et Armée XXI se trouve en contradiction avec ces objectifs. Elles sont le fruit d'une fâcheuse évolution de la politique étrangère. En 1996, le conseiller fédéral *Flavio Cotti* – alors chef du DFAE – avait signé des accords avec l'OTAN qui portaient sur la participation<sup>1</sup> au Partenariat pour la Paix (PPP)<sup>2</sup> et au Conseil de Partenariat euro-atlantique (CPEA)<sup>3</sup>.»

(Bulletin d'information, édité du Conseil fédéral suisse lors de la votation sur l'armée 21, le 18 mai 2003, p 7)

<sup>1</sup> de la Suisse!, *mw.*

<sup>2</sup> en accord avec les plans de l'OTAN, *mw.*

<sup>3</sup> concept de l'UE, *mw.*



# Pourquoi la neutralité suisse demeure fondamentale pour la sécurité nationale américaine

par Scott Ritter, USA



Scott Ritter  
(photo evo)

Il y a trente ans, a eu lieu pour la première fois en Suisse une réunion d'enseignants, de travailleurs sociaux et de professionnels de la santé partageant les mêmes idées, dont l'objectif était de créer un groupe de discussion axé sur le concept d'une courageuse aspiration à des valeurs éthiques – «Mut zur Ethik».

Durant trois jours, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre, ce groupe, fort de trois décennies d'engagement au service de sa cause, a tenu sa 30<sup>e</sup> réunion annuelle dans un centre de conférence situé dans la pittoresque ville suisse de Sirmach. La conférence a accueilli des orateurs du monde entier – notamment de Bolivie, de la République Démocratique du Congo et d'Afghanistan – ainsi que d'Europe et d'Amérique du Nord. Étaient également de la partie le célèbre journaliste Patrick Lawrence et sa merveilleuse épouse, Cara, qui se sont joints à moi, seul autre Américain présent dans une foule qui comptait plus de 200 personnes, sans compter de nombreux autres participants par conférence vidéo.

## La neutralité suisse – une affaire qui nous tient à cœur

Les discussions ont porté sur de nombreux sujets, allant du statut exceptionnel américain dans le monde à l'exploitation du lithium, avec toute la panoplie des thèmes intermédiaires. Mais celui qui m'a le plus marqué portait sur la question de la neutralité de la Suisse. Peut-être est-ce dû à la chance que j'ai eue de passer du temps avec deux officiers suisses, dont l'un avait servi en tant qu'observateur dans la zone démilitarisée séparant la Corée du Nord de celle du Sud, tandis que l'autre avait participé à une mission de l'OSCE en Ukraine, où j'ai pu constater de visu l'importance d'une présence neutre dans des zones de conflit dominées par des idéologies et des objectifs violemment contradictoires.

## La neutralité Suisse est une nécessité absolue et doit rester permanente

Peut-être était-ce l'attrait de la tradition typiquement helvétique de la démocratie directe, à laquelle les partisans de la neutralité suisse avaient fait appel pour inscrire cette pratique dans leur Constitution. Ou peut-être était-ce l'indignation que j'ai ressentie en prenant conscience du rôle joué par mon propre pays dans l'affaiblissement d'une institution qui avait été formellement reconnue en 1815 lors du Congrès de Vienne, au lendemain des guerres napoléoniennes. La principale impression que j'ai retirée de la conférence *Mut zur Ethik* est la nécessité absolue pour la Suisse de rester neutre, et l'importance de cette neutralité, et ceci également en considérant le point de vue de la sécurité nationale des Etats-Unis.

Le renouveau du débat sur la neutralité suisse a été déclenché au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. L'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ont adopté une série de lourdes sanctions économiques à l'encontre de la Russie et de ses intérêts. La Suisse officielle s'est jointe aux sanctions de l'UE, provoquant une réaction de la Russie qui l'a ajoutée à sa liste de nations jugées «inamicales». Cette mesure a pris tout son sens lorsque la Russie a refusé de rencontrer les Etats-Unis à Genève, ville suisse où se déroulent traditionnellement les négociations sur le contrôle des armements, au motif que la Suisse avait perdu son statut de neutralité en raison de son choix à s'impliquer aux sanctions contre la Russie.

## Pas de livraisons d'armes en direct

La Suisse respecte cependant encore ses lois en vigueur, lesquelles lui interdisent toute livraison directe d'armes à une nation engagée dans un



Un pain suisse cuit en l'honneur du 30<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Mut zur Ethik.  
(photo Scott Ritter)

«Nous aurons alors cruellement besoin de la présence d'une partie neutre qui puisse accueillir les pourparlers et les négociations indispensables à la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde. Pour tenir ce rôle de neutralité, la Suisse est dans une position idéale, à condition qu'elle retrouve la fermeté de sa stature appropriée, ayant été la sienne avant le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Ce ne sera possible qu'à condition que les Etats-Unis cessent de faire pression sur la Suisse ...»

conflit armé. Par ailleurs, la réexportation d'armes fabriquées en Suisse, même au travers de pays tiers, est soumise à l'autorisation du gouvernement helvétique. Dans le cadre du conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine, plusieurs gouvernements européens dont les armées possèdent des stocks de munitions fabriquées en Suisse ont fait des demandes en ce sens, mais à ce jour, aucune autorisation n'a été accordée, ce qui a suscité la colère des Etats-Unis.

## Les sanctions, l'argent et les armes

C'est là qu'intervient *Scott Miller*, l'ambassadeur des Etats-Unis en Suisse. M. Miller a vivement encouragé la Suisse à autoriser la réexportation de ces munitions, déclarant que l'interdiction «profite à l'agresseur [la Russie], qui viole tous les principes du droit international». M. Miller soutient également que la Suisse doit redoubler ses efforts en matière de sanctions contre la Russie, notamment en ce qui concerne le gel des avoirs russes. Si l'ambassadeur américain a reconnu qu'en effet, quelque 8,37 milliards de dollars de fonds russes détenus dans les banques helvétiques avaient déjà été gelés par la Suisse, il a fait remarquer que cette dernière devrait encore en saisir entre 50 et 100 milliards de dollars. «Les sanctions», a récemment déclaré M. Miller envers des journalistes suisses, «n'ont d'autre force que celle de la volonté politique qui les sous-tend. Nous devrions identifier autant de capitaux que possible, les bloquer et, si nécessaire, les confisquer afin de les mettre à la disposition de l'Ukraine pour la reconstruction.» M. Miller a pris ombrage concernant les commentaires de la secrétaire d'Etat, *Mme. Helene Budlinger*, directrice suisse du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), indiquant que le gouvernement suisse doutait de l'utilité des sanctions.

## L'initiative populaire sur la neutralité

Nombreux sont les Suisses s'inquiétant de ce qu'ils considèrent comme une ingérence fla-

grante dans la neutralité helvétique de la part des Etats-Unis et de leurs alliés européens. L'année passée, un comité non-partisan a lancé une initiative populaire visant à ancrer dans la Constitution la règle éprouvée de la neutralité armée et perpétuelle de la Suisse et à interdire à l'avenir toute participation à des sanctions et à des coalitions de défense. En conséquence, la Suisse ne se verra autoriser à rejoindre une alliance de défense que lorsqu'elle aura fait l'objet d'une agression armée directe.

Mais dans un premier temps, avant que la mesure puisse être soumise au vote de la population, il faut que ceux qui sont à l'origine de cette initiative recueillent d'ici le printemps 2024 100 000 signatures à l'appui du référendum. Des sondages récents indiquent que plus de 90 % des électeurs suisses sont favorables au maintien de la neutralité suisse. Mais ce chiffre est trompeur – le sondage indique également que 75 % des électeurs suisses pensent que les sanctions sont compatibles avec la neutralité suisse, et quelque 55 % pensent que la Suisse devrait être en mesure de réexporter des munitions vers l'Ukraine.

Si les initiateurs parviennent à réunir les 100 000 signatures nécessaires (en date de la conférence *Mut zur Ethik*, quelque 70 000 signatures avaient déjà été collectées), la question sera soumise au vote populaire.

## En tant qu'Américain, je me suis senti insulté

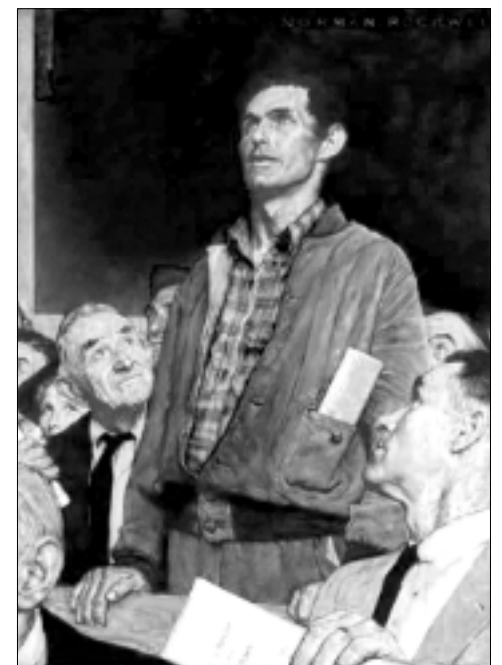
Cependant, même si cette initiative populaire est adoptée, elle ne mettrait pas la Suisse à l'abri des pressions exercées sur elle par les Etats-Unis et d'autres groupes de pression non-helvétiques. En tant qu'Américain ayant juré de soutenir et de défendre la Constitution américaine contre les agressions étrangères ou nationales, je me suis senti insulté à l'idée qu'un ambassadeur américain, et par extension le gouvernement américain, affiche un mépris aussi flagrant envers la volonté du

peuple suisse, librement et ouvertement exprimée dans le cadre d'un processus démocratique qui dépasse de loin son équivalent américain en termes de transparence et d'accessibilité. J'espère que mes concitoyens partagent cette indignation.

## La neutralité suisse – «dans le plus grand intérêt de la sécurité nationale américaine»

Pour éviter à l'avenir toute ingérence de ce type il conviendrait que le peuple américain fasse lui-même preuve d'un minimum de démocratie directe, en écrivant à ses représentants élus au Congrès américain sollicitant qu'ils se prononcent en faveur d'amendement au budget de la défense et des affaires étrangères des Etats-Unis interdisant «que des fonds américains soient consacrés au soutien d'une politique allant à l'encontre des principes de neutralité tels que définis par le gouvernement suisse» et qui promeuve par contre une politique encourageant «la Suisse à maintenir un véritable statut de neutralité, étant donné qu'une telle position, dans la mesure où elle soutient les principes de coexistence pacifique entre les nations, est à considérer comme étant dans le plus grand intérêt de la sécurité nationale des Etats-Unis.»

Cet amendement irait bien au-delà d'une manifestation du simple respect de la volonté du peuple suisse. Un jour, le conflit entre la Russie et l'Ukraine prendra fin. Il faudra alors que les Etats-Unis et l'Europe trouvent moyen d'impliquer la Russie dans la rédaction d'un nouveau dispositif européen de sécurité et de donner un nouveau souffle à la question du contrôle des armements et du désarmement nucléaire. Compte tenu de la méfiance qui règne actuellement entre la Russie et le groupe des pays occidentaux (Etats-Unis et Europe), il est difficile d'imaginer que de tels pourparlers puissent se dérouler sans intermédiaire.



«La liberté d'expression» de Norman Rockwell (1943). Cette peinture à l'huile du peintre et illustrateur américain du début du 20<sup>e</sup> siècle montre un simple citoyen qui se lève et parle, dans une réunion de citoyens, tandis que le public écoute, d'une attitude palpable d'attention et respect. Le tableau «reflète l'esprit de la démocratie directe, dans la tradition suisse» (Scott Ritter). (photo mad)

## La Suisse en «position idéale»

Nous aurons alors cruellement besoin de la présence d'une partie neutre qui puisse accueillir les pourparlers et les négociations indispensables à la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde. Pour tenir ce rôle de neutralité, la Suisse est dans une position idéale, à condition qu'elle retrouve la fermeté de sa stature appropriée, ayant été la sienne avant le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

Ce ne sera possible qu'à condition que les Etats-Unis cessent de faire pression sur la Suisse pour qu'elle renonce à sa neutralité au profit d'une attitude à très courte vue et qui la prive de tout impact sur l'issue de la guerre en Ukraine. La neutralité suisse n'est pas seulement une bonne chose pour la Suisse. Elle est également indispensable à la sécurité nationale des grandes puissances, y compris celle des Etats-Unis. La neutralité mérite donc d'être soutenue à tout prix.

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats*)

## Douglas Macgregor sur la question de la neutralité suisse et de l'OTAN

*Weltwoche*: Vous avez mentionné la Suisse. Le débat public actuel se concentre sur les nécessités de supprimer ou d'atténuer la neutralité suisse. Même l'adhésion à l'OTAN est une perspective. Que nous conseillez-vous, à nous autres citoyens suisses?

*Douglas Macgregor*: La première question que je pose est celle-ci: La neutralité suisse a-t-elle mal fonctionné au point qu'elle doit maintenant être abandonnée? Je pense que la réponse est non. La neutralité de la Suisse a été une bénédiction parce que des gens qui auraient refusé de se parler autrement ont trouvé l'occasion de le faire en Suisse. Pourquoi la Suisse devrait-elle renoncer à cela? Et dans quelle mesure cela serait-il un intérêt pour la civilisation occidentale? Je ne pense pas que ce soit le cas.

*WW*: Selon vous, quelle est la mission de l'OTAN aujourd'hui?

*DM*: Sa mission initiale était purement défensive. Elle ne cherchait pas à obtenir de pouvoir ou d'influence des mains de ces élites néocon-

servatrices mondialistes qui dominent l'Occident aujourd'hui. Mais on s'est ensuite constamment efforcé de l'élargir et de l'employer ailleurs. Nous en avons fait l'expérience dans les Balkans, et c'était à mon avis un abus flagrant de l'Alliance. Je dirais de toute façon que toute alliance composée de 32 membres est intrinsèquement dysfonctionnelle. Si j'étais Russe, j'en rirais, car les Russes jouissent de l'avantage de l'unité. L'unité dans l'effort et l'unité du commandement. En Europe, il n'y a pas d'effort unifié ni de commandement unifié. Qui se ferait donc duper encore par nos affirmations d'être bien plus forts que la Russie? Je pense que l'alliance finira par se briser à cause de ce conflit en Ukraine. Et je pense que l'UE se trouve dans une voie similaire.

Source: Interview de Douglas Macgregor, ancien colonel de l'armée américaine, politologue, théoricien militaire, conseiller et auteur, dans: «Die Weltwoche», no37, du 14 septembre 2023 (extrait)

(Traduction *Horizons et débats*)

\* Scott Ritter est un ancien officier de renseignement, initialement actif au sein du corps des Marines américains qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment accompli, dans l'ex-Union soviétique, des missions de sommet à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain *Norman Schwarzkopf* pendant la guerre du Golfe et, plus tard, comme inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak, de 1991 à 1998



# La «nouvelle conscience de soi» – un sujet pérenne

## L'indépendance fait la force, en Afrique comme dans le monde entier

par Peter Küpfer

Dire non n'est pas populaire dans les «démocraties dirigées», surtout parmi les dirigeants. Ceux-ci ne se passionnent normalement pour les aspirations de «leurs» peuples que de manière sélective. C'est un point commun à tous les systèmes politiques, qu'ils soient «autoritaires» ou défenseurs de «l'ordre (du précepte du néo-libéralisme) basés sur des règles» (imposées par ses partisans).

Dans les dictatures, les sollicitudes du dictateur pour «son peuple» prennent souvent la forme d'une fausse condescendance. Il se «sacrifie» pour la lourde charge de diriger l'Etat présumant que son peuple ne serait pas encore assez évolué pour décider lui-même. Dans les démocraties partisans occidentales «avancées» (autant dirigées, mais par le biais du «soft power»), le zèle des «élites» (se proclamant eux-mêmes ainsi) dirigé vers leurs populations est également une passion très volubile. C'est surtout à l'approche des élections que leurs serments d'amour atteignent des fréquences élevées. Une fois élues, elles poussent leur compassion pour la voix du peuple, sans les moindres remords, jusqu'à qualifier d'«anticonstitutionnel» le non d'une grande partie des citoyens à leur politique, avec les conséquences néfastes connues. Pourtant, toutes les constitutions démocratiques obligent les gouvernements à placer le bien-être et la liberté de leur peuple (dont fait partie la liberté d'expression) au premier plan de leur gouvernance, au-dessus de tout le reste.

Dire non de manière justifiée et avec force face à l'actuel démantèlement de la véritable démocratie est et reste donc une vertu populaire. C'est une honte pour nos démocraties occidentales que ce non rédempteur vienne de pays longtemps considérés comme les plus pauvres des pauvres, par exemple de ceux de la zone sahélienne. Leur non signifie en clair: «Nous en avons assez de votre type d'aide au développement. Nous n'en avons pas besoin. Ce dont nous avons besoin, c'est votre acceptation du droit de nous développer, finalement, nous-mêmes, ça oui!»

Un regard sur la littérature, par exemple sur une fable de Jean de La Fontaine (1621-1695), auteur classique autrefois fabuleusement connu, très lu (y compris dans les écoles) et souvent d'un réalisme amer, est plein d'instruction.

### «Le loup et le chien» selon Jean de La Fontaine.

Un loup était amaigri jusqu'aux os par la chasse désespérée de proies intangibles. Elles avaient pourtant été longtemps accessibles



Illustration de la fable de La Fontaine «Le loup et le chien». Gravure sur bois de Jean-Jacques Grandville, 1845. (photo Wikimedia)

dans l'entourage étendu de la ferme située dans la clairière. Malheureusement, ces temps-ci, elles étaient sévèrement protégées par une meute de chiens de garde. Soudain, l'un d'eux se dressa devant lui. Il s'était enfui à un moment inaperçu, se trouvant maintenant dans la forêt profonde, pour une fois seul et sans sa meute. Il lui arrive à point, celui-là. L'attaquer, le déchiqeter, c'est donc la première impulsion de Maître Loup.

Pourtant, le compagnon devant lui a l'air imposant. Pour en sortir vainqueur, il aurait fallu un combat acharné. Le loup s'en prend donc à son congénère apprivoisé de manière polie, le complimentant sur sa stature imposante. Ce à quoi le chien de ferme, visiblement bien tenu, répond:

«Il ne tiendra qu'à vous, beau Sire,  
D'être aussi gras que moi, lui repartit le chien.  
Quittez les bois, vous ferez bien:  
Vos pareils y sont misérables  
Cancres, haïres<sup>1</sup> et pauvres diables,  
Dont la condition est de mourir de faim.  
Car quoi? Rien d'assuré, point de franche lippée<sup>2</sup>

Tout à la pointe de l'épée<sup>3</sup>.  
Suivez-moi; vous aurez un bien meilleur destin.»

Le loup, réaliste fûté, sait par expérience que rien ne nous est donné dans ce monde. Il pose donc au chien de ferme la question qui s'impose: «Et que voudra-t-on que je fasse?»

«Presque rien, dit le chien: donner la chasse aux gens portant bâtons<sup>4</sup>, et mendians; flatter ceux du logis, à son maître complaire; moyennant quoi votre salaire sera force reliefs<sup>5</sup> de toutes les façons: os de poulets, os de pigeons, sans parler de mainte caresse ...

Le loup gelé en est tout réchauffé. Il s'imagine déjà, en couleurs vives, une vieillesse sans soucis. Faisant chemin en direction de la porte de la ferme, trotinant attentivement à côté de son mentor, il apprend d'autres détails stimulants. Jusqu'à ce que son regard se fixe sur le cou de son compagnon.

Chemin faisant il vit le col du chien, pelé:  
«Qu'est-ce là? lui dit-il. – Rien. – Quoi? rien? – Peu de chose. –

Mais encore? – Le collier dont je suis attaché de ce que vous voyez est peut-être la cause.  
– Attaché?  
dit le loup: vous ne courez donc pas où vous voulez? –  
Pas toujours, mais qu'importe? –  
Il importe si bien que de tous vos repas je ne veux en aucune sorte et ne voudrais pas même à ce prix un trésor.»  
– Cela dit, maître Loup s'enfuit, et court encor.

Voilà la moralité de la fable de La Fontaine, conçue il y a quatre cents ans. Sa critique du laxisme sans principe envers la domination, dont les exemples vivants ne lui manquaient pas à son époque, dans la France de Louis XIV, y ressort en toute évidence. Le message dans l'illustration de Jean-Jacques Grandville, palpable dans les habits d'un bourgeois de la monarchie française post-révolutionnaire, montre que la moralité de la fable était d'actualité deux cents ans plus tard encore.

Aujourd'hui, même les pays favorisés pourraient tirer profit de ce non de loup libérateur dont La Fontaine fait l'homélie discrète. Même cette partie des «leaders» de l'UE et de la Suisse qui hochent la tête par principe (pratiquant ainsi la devise du chien «complaire à son maître»), cette partie donc reliée par des réseaux souvent peu visibles, autant bien cachés que le collier du chien de garde. Dans nos démocraties occidentales, le non à la soumission au style de vie et de démocratie américaine allant, comme l'UE le sollicite, jusqu'à la vassalité de guerre, reste option encore, pourtant urgente et menacée. Qu'en sera-t-il dans quelques années, si nos leaders continuent de pratiquer leur «à son maître complaire»? Le loup est et reste réaliste: revenir à sa liberté naturelle signifie pour lui se passer de luxe et de confort. C'est le prix d'insister sur sa liberté de poursuivre sa voie à lui. Et si cette moralité de fable contenait sa vérité également pour l'Occident global moderne? S'il s'avérait, pour lui aussi, que se contenter d'un peu moins se soldait en quelque chose de beaucoup plus précieuse? Peut-être en d'avantage d'indépendance et ainsi en plus de liberté d'action. Pas celle achetée, mais celle réelle, celle gagnée par l'effort, celle revendiquée du droit naturel, celle du loup.

<sup>1</sup> misérable, dont l'extérieur déjà le prive de tout crédit  
<sup>2</sup> autant de viande qu'on en peut emporter avec la lippe ou les lèvres  
<sup>3</sup> il vous faut risquer vos vies pour chaque proie  
<sup>4</sup> invalides, à l'époque de La Fontaine souvent victimes de guerres, réduits à la mendicité  
<sup>5</sup> les restes

### «La neutralité reste profondément ...» suite de la page 4

temps, c'est ce genre de questions qui reviennent au centre du débat politique.

Il serait salutaire pour la Suisse que davantage de personnalités suisses accomplissant une haute fonction politique responsable donnent, comme vous le faites, à notre neutralité le poids qu'elle mérite. Mais pourtant, le nouveau rapport sur l'armée va dans une toute autre direction. Il préconise que la coopération avec l'OTAN «soit développée et intensifiée au cours des prochaines années». Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Tout a commencé, en 1996, avec le soi-disant «Partenariat pour la paix», point de départ pour que la Suisse coopère, de manière de plus en plus dense, avec l'OTAN. Aujourd'hui, nous participons à des exercices communs dans le domaine de la cyberdéfense et les forces aériennes s'entraînant à l'étranger. Mais si l'on veut participer à des exercices militaires des troupes au sol, si l'on doit acheter des biens d'armement en commun avec l'Allemagne et l'Autriche et si l'on doit, selon la conseillère fédérale Amherd, participer au fameux «Sky Shield», alors il est malhonnête de dire: nous faisons presque tout, mais ce n'est pas de la participation. Nous devons donner une réponse claire à ces marchandages:

les données nous contraignent à tracer nos lignes rouges.

### Je crois que la population suisse ne veut pas de cela

La conseillère fédérale Viola Amherd a exprimé, le 30 août, dans les colonnes du quotidien «Tages-Anzeiger», qu'elle souhaitait que la Suisse participe également aux exercices de l'OTAN impliquant les troupes

### «La Suisse devrait défendre bec et ongles sa neutralité»

Roger Köppel: Permettez la question suivante que je vous pose, Monsieur Kujat, en tant que général expérimenté, expert de l'OTAN, personnage doté d'une conscience historique et d'un regard ouvert sur les diversités face à un problème. La Suisse doit-elle cultiver sa neutralité ou l'abandonner? La Suisse doit-elle se rapprocher de l'OTAN, dans cette situation qui s'aggrave de manière inconfortable?

Harald Kujat: Je vous réponds aussi en tant qu'ancien président du comité militaire de l'OTAN. La Suisse dispose d'une histoire qui lui est propre, suite à laquelle elle a obtenu la sécurité grâce à sa neutralité. Un avenir de sécurité et de liberté pour la Suisse implique de préserver sa neutralité bec et ongles. Car si vous acceptez ce que je viens d'exposer et que la Suisse rejoint le bloc occidental, alors la Suisse – selon le vieil adage allemand «Mitgegangen-mitgefangen» [celui qui se montre

terrestres. Tout devait bien sûr être «conforme au droit de la neutralité». Question de l'intervieweur: «La Suisse peut-elle se permettre à s'exercer en vue du «cas d'alliance» avec l'Otan?» Réponse de Viola Amherd: «Le cas d'alliance est trop dire peut-être. Mais ce qui va se faire, à l'avenir, c'est de participer à des exercices de défense. Ce qu'il faut éviter, c'est de nous faire engager dans une défense collective».

solidaire d'un acteur criminel doit également partager sa punition] – s'alignera comme partie prise dans cette confrontation. C'est une situation qui pourrait devenir très pénible pour la Suisse. Je suis favorable à la dissolution de ces blocs, et non à leur renforcement. Que nous les dissolvions pour arriver à un monde multipolaire dans lequel chaque Etat prend sa place respectée, ce qui lui garantit la sécurité et la liberté. Mais nous devons nous émanciper de ce lien avec un autre Etat qui poursuit d'autres intérêts et d'autres objectifs. La Suisse a ses propres objectifs, ses propres intérêts, et elle doit les préserver. Elle ne doit pas devenir exécutrice des intérêts d'autres Etats.

Source Köppel, Roger. «NATO-General Kujat: 'La Suisse devrait défendre sa neutralité bec et ongles'». Interview du général à la retraite Harald Kujat, ancien inspecteur général de l'armée allemande. Weltwoche daily du 6 sept. 2023

(Traduction Horizons et débats)

Eh bien, c'est précisément ce genre de malhonnêteté que j'ai évoquée. Lorsque l'OTAN organise de grandes manœuvres, les troupes s'exercent précisément dans le but de maîtriser le «cas d'alliance». Si l'un des pays de l'OTAN est attaqué, le cas d'alliance se déclenche automatiquement. L'alliance de défense oblige chaque pays membre à fournir des troupes et à participer au combat, c'est-à-dire à s'impliquer dans un acte de guerre. Si l'armée suisse participe à des exercices où le cas d'alliance est entraîné, c'est tout simplement malhonnête de dire: «Nous ne sommes pas membres de l'OTAN, nous n'y participerons donc pas».

Je pense que la population suisse ne veut pas de cela. Il faut se rendre compte clairement de ce à quoi tout cela amène. Je n'exclus d'ailleurs pas que ce cas d'alliance puisse effectivement se produire un jour. Si la Suisse en fait partie, elle sera obligé à transporter des soldats dans des régions en guerre, éventuellement exclu par notre Constitution fédérale. Un tel scénario nécessiterait, je dis heureusement, la votation populaire, et je suis sûr que les Suisses ne le souhaitent pas. J'ai une grande confiance dans notre population. La neutralité est plus profondément ancrée dans la population que ce que l'on veut bien admettre à Berne. A Berne, les choses ne vont pas dans la bonne direction.

Merci beaucoup de cet entretien, Monsieur le Conseiller national Grüter.



# Une vie à construire des ponts

## L'exemple encourageant d'un homme décidé à surmonter l'isolement

par Eliane Perret

Enfants et adolescents cherchent des modèles, choisis de préférence parmi ceux qu'ils connaissent personnellement. Nous autres, adultes, devons en être conscients et «prendre avec nous» nos jeunes générations sur notre voie dans la vie, itinéraire que nous songeons pénétrer et poursuivre avec optimisme, joie de vivre et dans le respect de ce qu'il doit aboutir à quelque chose d'utile pour «les autres» aussi. Si nous nous éclipsons face à cette tâche, nous abandonnons aux médias de répondre à la quête de nos jeunes d'après des modèles valables. Là, les modèles ne font pas défaut, s'offrant à eux dans l'attitude souvent grossière et en amoureux de soi, n'importe dans quel rôle, celui d'une «influenceuse» peut-être, obligée de faire de la publicité de produits choisis, en encourageant leurs «followers» à les acheter, ou en tant que «stars» qui se font miroiter dans leur «glamour» et leur mise en scène – de soi-même.

A l'inverse de ces «scènes» hautement artificielles et égomanes, il existe bel et bien des modèles alternatifs pour notre jeunesse, modèles qui méritent réellement de devenir des sujets de débats et d'admiration, dans le foyer familial ou en classe d'école. Parmi eux se trouve ce phénoménal *Toni Rüttimann*, appelé également «*Toni el Suizo*». Jeune homme, bouleversé par les reportages et images sur un grand tremblement de terre en Equateur, il y part et commence là-bas à se construire sa vie, qui devait prendre, à partir de là, une tournure décisive dictée par le sentiment de solidarité naturelle dont sont munis les êtres humains.

### Le 777<sup>e</sup> pont suspendu

On est le 31 mars 2018, lorsque Toni Rüttimann, issu de Pontresina, épouse sa *Palin*, une institutrice thaïlandaise. Ce mariage a lieu à *Pay Pin Taung*, au Myanmar, sur le 777<sup>e</sup> pont suspendu qu'il a initié, planifié et construit, avec l'aide de la population du village. Mais cette histoire commence beaucoup plus tôt.

En 1987, la nuit après la remise des diplômes de maturité au «Liceum Alpinum» (lycée privée suisse de renom international), à *Zuoz*, en Engadine (Suisse), Toni part vers l'Equateur, dont des régions entières sont gravement endommagées et tourmentées par un vigoureux tremblement de terre. Constaté par les reportages et les images de la région dévastée, il veut personnellement s'y rendre faire don aux survivants de ses 9 000 francs suisses qu'il avait su récolter en Engadine. «Rien ne m'a préparé à tant de chaos et de destruction, à l'isolement des populations et aux distances auxquelles elles sont soumises. C'est bien une chose de voir les images de la catastrophe à la télévision, c'en est une tout autre de se retrouver au milieu des événements», écrit-il dans ses mémoires. «Des villages entiers étaient toujours coupés du monde, derrière des rivières déchaînées. Sur les routes, on rencontrait des familles à pied, chargées de ballots avec tout leur bien, en train de marcher à travers le pays à la recherche d'une nouvelle vie, les enfants en pleurs dans les ruines le long du chemin, perdus dans leur condition misérable. C'était la première fois de ma vie que je voyais tant de souffrances humaines.» C'est le moment où Toni Rüttimann se rend compte de ce qu'il signifie, dans une telle situation de détresse, d'être démuné de tout, ci-inclus de ponts qui auraient assuré la survie à beaucoup de victimes. Car dans cette région du monde, vivre en absence de ponts signifie souvent vivre en isolation, devoir se passer de nourriture, ne pas avoir de chemin sûr pour aller à l'école et ne disposer ni de médicaments ni de carburants. Le tremblement de terre illuminait cruellement le fait que ce qui leur manquait dans cette catastrophe, leur avait manqué depuis toujours.

### Un pont construit un peu de travers et une décision importante

Dans la région de la catastrophe équatorienne où les derniers contreforts des Andes se transforment en Amazonie, Toni Rüttimann fait la connaissance d'un ingénieur hollandais, marié en Equateur, qui est lui-aussi arrivé là pour aider les populations locales. Ils se sont associés: *Hugo*, ingénieur, disposait des connaissances nécessaires et avait repéré un endroit où on pouvait, en construisant un pont, améliorer les



Les ponts relient les villageois, jadis isolés, entre eux. Ils sont indispensables pour faire face à la vie quotidienne. Ils permettent de s'acquérir des denrées, de bénéficier de soins médicaux adéquats. En plus, la sécurité du chemin de l'école est garantie, préalable à l'accès des enfants à l'éducation (photo Toni Rüttimann)

conditions de vie de plusieurs centaines de personnes. Ce qui amène Toni Rüttimann à aussitôt décider que c'est ainsi qu'il emploierait l'argent qu'on lui avait confié. Les deux intrépides arrivent finalement à construire en effet un pont suspendu, d'une portée de 50 mètres. «C'était un pont d'aspect un peu oblique, mais utile», c'est dans ses termes que s'en souvient Rüttimann. Six mois plus tard, un deuxième pont est déjà en train d'être planifié, Toni Rüttimann rentre en Suisse pour commencer des études d'ingénierie de construction à l'Université polytechnique de Zurich (ETH). Rüttimann espère pouvoir y acquérir les connaissances professionnelles nécessaires pour pousser plus loin son élan d'aide concrète. «La nuit, seul dans ma chambre, les images d'Equateur me revenaient: les enfants perdus et les gens criant dans le vide leur désespoir au bord de la rivière.» Pendant les semaines suivantes, la question le tourmentait s'il avait vraiment fait le bon choix d'entamer des études. «C'est donc ici que tu veux poursuivre tes études, et ceci durant cinq années? Tu t'habitueras à la vie facile: trois bons repas par jour, un bel appartement, une amie, des amis, du sport, des vacances. Au bout de ces cinq longues années, seras-tu toujours suffisamment ferme pour dire: Eh bien, maintenant que je suis prêt, maintenant je vais aider les pauvres?» Après six semaines, l'étudiant annule donc son inscription à l'ETH, fait ses adieux aux amis et à la famille, vide son compte épargne et retourne en Equateur. C'est là que son itinéraire de constructeur de ponts suspendus commence pour du vrai.

### «Il croyait en mon rêve du pont»

Son deuxième pont n'est pas encore terminé quand il rencontre *Jesus Rodriguez*, avec l'aide duquel il a fini de «bricoler» ce pont, cette fois-ci 80 mètres de longueur. «Jesus Rodriguez était «péon», ouvrier agricole, engagé par un autre ouvrier agricole, le maillon le plus bas de la chaîne

de production habituelle. Son métier consistait à couper le taillis à l'aide de sa machette et à cueillir le café. Ses mains étaient fortes, ces doigts pleins de cicatrices et courbés. Il n'avait pas encore ses trente ans, ne connaissant pas exactement son âge. Sa mère est décédée à sa naissance, son père inexistant. Orphelin colombien, il a traversé son pays à travers la jungle, passé la frontière et est arrivé finalement à *Lago Agrio*. Il n'a jamais fréquenté d'école mais a tout de même appris à écrire, dessinant péniblement, mais lisiblement, un caractère après l'autre. Il était courageux et joyeux. Il est devenu mon précepteur et mon ami. Et il croyait en mon rêve du pont.»

### Le quatrième pont les porte à leurs limites, qu'ils dépassent pourtant

Ensemble, ils ont donc poursuivi leur chemin qui les a conduit à *El Nazareno*, où ils ont construit un troisième pont, ensuite entamé la construction du quatrième, cette fois la dimension frôlait la folie: Il surmontait une distance de 264 mètres, traversait le Rio Aguarico et reliait dix communautés villageoises au reste du monde. Le fonds étant épuisé, ils manquaient d'outils, de matériel de construction et de câbles. En plus, ils ignoraient comment planifier et construire un pont de cette envergure. Finalement, ils sont tombés sur un premier soutien solide. Une société pétrolière œuvrant dans la jungle leur a abandonné un câble hors d'usage, fiable encore. Avec ça, ils n'avaient pourtant surpassé que le premier obstacle, car construire un pont suspendu à ces dimensions n'est pas un jeu d'enfant. Mais là aussi, leur élan les a conduits à la solution. Dans la petite capitale pétrolière que constitue *Lago Agrio*, située dans la forêt tropicale d'Equateur, se trouvaient deux ponts suspendus auxquels était fixé un oléoduc menant la majeure partie de la production nationale de pétrole le long du Rio Aguarico. «J'ai passé des heures sous ces deux ponts suspendus à observer, à compter et à mesurer» écrit Toni



Toni (à droite) avec son collègue du Myanmar, Aiklian. (photo Toni Rüttimann)

Rüttimann. Finalement l'ingénieur en chef, qui a supervisé la construction de ces deux ponts, a proposé de m'aider à élaborer un plan pour notre pont à nous.» Un premier pas a donc été fait. Par la suite, il fallait trouver du matériel, des tuyaux pour les structures portantes, du ciment et bien d'autres choses, repérables en faisant appel à la bonne grâce auprès plusieurs adresses, processus qui a pris un an de plus. Après tout cela, on passait à la construction. Dans ses mémoires, Toni Rüttimann décrit de façon impressionnante combien de savoir il fallait et combien de difficulté la construction de cet immense pont a amené à Jesus, à lui-même et à toute la population du village qui les soutenait, jusqu'à ce que l'évêque puisse bénir le pont, deux ans plus tard, lors d'une cérémonie suivie d'une grande fête.

### Ne pas lâcher prise

Ce n'est que le début. Au cours des décennies suivantes, beaucoup de ponts piétons sont construits, ce qui fait que la technologie employée par Toni Rüttimann évolue à chaque fois. Il ne lâche pas prise. Pour la construction de ses ponts suspendus, il récolte inégalement des fonds bénévoles, collectionne et transporte des câbles en acier provenant des entreprises de forage dans la jungle d'Equateur, de Colombie ainsi que de Houston, Texas, tous destinés pour des ponts en Amérique centrale. A partir de 2005, il commence à utiliser des câbles en acier qu'il a reçus des entreprises de téléphériques suisses. Ils doivent être changés très souvent à cause des prescriptions de sécurité très sévères, souvent ils s'avèrent être surdimensionnés pour l'emploi des ponts. Ces 20 dernières années, ce matériel de base atteint 517 kilomètres de câbles, dont une partie provient de 71 téléphériques suisses; ils repèrent même des câbles d'acier neuf, mis à disposition par l'entreprise suisse *Fatzer*. Rüttimann a également reçu du matériel provenant d'autres pays. Au fur et à mesure que le travail évolue et se fait connaître, heureusement, il ne doit plus faire de collectes ou d'appels de dons pour récupérer ses matériaux et ses fonds. Il reçoit en cadeau les piliers en acier et le revêtement des sols de ses ponts de *Tenaris*, le plus grand producteur mondial de tuyaux. Quant aux plaques ondulées, elles lui sont livrées par la société d'acier argentine *Ternium*. Peut-être fut-ce l'engagement profondément humain animant le grand œuvre de Toni Rüttimann et palpable à tous qu'ils contactait qui l'a fait destinataire de tous ces cadeaux?

### Ensemble au travail

Durant les 14 premières années, jusqu'en 2001, les ponts de Rüttimann ont été construits en Amérique latine, en Equateur, au Honduras, au Costa Rica, au Mexique et autres. Depuis, plus de 330 ponts y traversent des rivières et des gorges profondes. Cependant ils ne sont pas simplement «livrés» et installés. A la construction d'un pont Rüttimannais, c'est toute la communauté villageoise qui y participe. Le transport du matériel, la construction des fondements et autres tâches appropriées au travail collectif sont habituellement accomplies en commun. Cette manière de procéder garantit que la construction se fasse seulement dans les cas où les ponts répondent aux premières nécessités collectives. Il ne s'agit donc pas de ponts accessibles aux véhicules, mais de ponts pour piétons dont le sol ne dépasse pas la largeur de 1.70 m environ. Normalement, ils relient les êtres humains des voisinages les plus proches. A ce jour, en Amérique latine, 435 ponts ont été construits ainsi, et ceci au profit de la vie de tous les jours d'un demi million de personnes. Dans les premiers temps, Toni Rüttimann rentrait en Suisse une fois par année. Il y tenait des conférences et visitait des écoles. Lorsqu'un réfugié du Cambodge l'interpelle lors d'une présentation, regrettant que son pays manque également de ponts, Toni Rüttimann déplace le centre de son travail en Asie du sud-ouest.

### Période difficile, et tout de même 40 à 50 ponts par année

Mais Rüttimann a également traversé des périodes difficiles sur un autre plan. Au Cam-



## Agir comme partenaire

Une attitude indispensable, notamment en temps de crises

par Renate Dünki

Petite enfant, j'ai vécu les dangers et les menaces de la Seconde Guerre mondiale – ils se sont gravés de manière ineffaçable dans ma mémoire: l'abri antiaérien, la peur pendant l'approche vrombissante des avions, les efforts quotidiens de tous les adultes en quête de denrées pour la grande famille recroquevillée dans un espace très serré. Les contraintes concernant les enfants, par exemple se ranger de ne pas faire de bruit lorsque l'arrière-grand-mère dormait derrière un paravent et d'autres consignes, allaient de soi et ne valaient même pas la peine d'en parler. De cette époque marquée par de grandes tensions, c'est surtout la cohésion familiale préservant notre vie et notre survie qui s'est inscrite inoubliablement dans mon for intérieur. Tout était réduit à l'essentiel: survivre, se trouver sous un toit. Et dans les années qui suivirent, il s'agissait pour moi avant tout de la liberté de lire, de découvrir une culture volontaire à renouer avec l'époque avant le fascisme. J'ai vécu tout cela dans mes premières années, j'y puise aujourd'hui encore de la force.

Quant à l'actualité, je suis profondément préoccupée par les idées toute faites qui envahissent nos sociétés et nous manipulent pour nous aligner derrière un seul concept, par la manière dont la cohésion familiale est perturbée, par la privation irresponsable imposée à nos enfants qui passent dans nos écoles sans connaître notre histoire. C'est donc d'autant plus passionnant pour moi de voir, même face à notre présent troublé, des enfants qui peuvent toujours grandir au sein de la famille proprement dite.

### Son jouet préféré – un tournevis

Une fois de plus, j'ai besoin de l'aide d'un professionnel expérimenté pour résoudre un

problème concernant la technologie artisanale, et je me mets donc en route. Dans une entreprise familiale près de chez moi, c'est leur fille et leur gendre qui sont actifs, je les aborde donc tous les deux en tenue de travail propre à leur profession. Quant à leurs parents, ils s'occupent du travail de bureau et de conseiller les clients. Derrière leur bureau, c'est le petit-fils qui y gère son univers: toutes sortes de jouets, une chaise d'enfant. Agé d'un an et demi, c'est déjà un observateur attentif s'impliquant souvent dans leurs affaires professionnelles. Son jouet préféré est un tournevis pour resserrer les vis d'un banc, mais aussi une clé qu'il introduit avec succès dans une serrure. Il se tient debout et fait ses pas avec agilité et une certaine détermination. Il semble toujours suivre un plan, s'inspirant des activités des adultes qui l'entourent, les imitant et s'entraînant ainsi sans cesse. Les livres d'enfants ne l'intéressent pas, par contre il feuillette avec persévérance des prospectus d'outils qu'il reconnaît et sait montrer aux personnes présentes. Ses petits doigts sont habiles, son regard éveillé. Quand les grands-parents sont occupés au téléphone ou avec un client, leur petit-fils est présent en arrière-plan, sans perturber leur travail.

### Maman est occupée mais présente

Lorsque sa mère arrive, les deux prennent aussitôt contact; le petit confirme la présence de sa maman, sachant et acceptant que ce n'est pas pour longtemps. Maman travaille – et en plus, il y a d'autres personnes encore qui partagent leur vie active: le père, les grands-parents, les collaborateurs. Chacun se trouve en contact avec l'autre, et tous échangent, quand ils passent, quelques mots avec le petit, cal-

### «Une vie à construire des ponts»

suite de la page 7

bodge, il a été atteint du syndrome Guillain-Barré. D'un jour à l'autre, cette grave maladie l'a paralysé presque complètement. Il a donc dû être hospitalisé pendant plusieurs mois. Pendant deux ans, il lutte péniblement dans le but de retourner à la vie courante. Aujourd'hui encore, il peine à marcher et à rester debout, ce qui est difficile pour tout le monde et d'autant plus pour quelqu'un habitué à être assis sur des câbles porteurs pendant qu'on construit le sol du passage piéton en contre-bas. Sa maladie avait pourtant un bon côté aussi, dit Toni Rüttimann rétrospectivement, car pendant sa convalescence, il a développé un programme numérique permettant la construction télécommandée d'une construction standardisée de ses ponts suspendus. Ainsi, après avoir déposé les données nécessaires concernant la forme du terrain et la portée du pont, des plans détaillés en ressortent garantissant que la construction définitive soit fixée et préparée. Cette technologie a permis à ses équipes et à lui-même de construire 40 à 50 ponts suspendus par an, tant au Cambodge qu'en Indonésie, au Laos, au Vietnam et au Myanmar. Le pont de Pay Pin Taung, le 777<sup>e</sup>, mentionné au début, est celui sur lequel il s'est marié.

### «Le mieux c'est de construire vos propres ponts à vous»

A entendre parler Toni Rüttimann lors d'une de ses conférences, on comprend pourquoi les enfants et les adolescents (pas seulement eux) sont fascinés par sa personne et son travail. Ils vivent avec les scènes quand Toni leur raconte les épisodes de son travail épuisant, toutes les difficultés qu'il prend sur lui, modestement, sans chercher ni la gloire ni la publicité. Son engagement humain est la raison pour laquelle il prend sur soi beaucoup de peine et un style de vie modeste, ce qui interpelle son auditoire chaque fois.

Jusqu'à quand Toni Rüttimann continuera-t-il son travail? «Je ne crois pas que je tiendrai encore pendant 15 ans», a-t-il répondu, il y a 5 ans, lors d'une interview, ajoutant qu'il continuerait quelques années encore, si les conditions le lui permettent. «Mon stock de matériel en Suisse doit être liquidé, j'ai encore du matériel pour 170 ponts, ils seront construits au Myanmar, en Indonésie et en Equateur. Ces ponts, nous les construirons encore, c'est sûr.» Ce n'est pas le matériel qui manque, parce qu'il y a toujours des offres d'entreprises voulant lui rendre à disposition des câbles. «On ne peut pas les refuser», dit Rüttimann, «pensez-y, chaque année où je tiens encore, 40 ponts seront le jour. Et 200 000 personnes qui en tireront un grand soulagement.»



Les cordes font partie des éléments les plus importants pour la construction d'un pont. Tous sont impliqués dans le transport, action en commun accomplie avec aisance, mais exigeante; ici à Ywar Wai, Mandalay au Myanmar (photo Toni Rüttimann)

## Neutralité et paix

par Nicole Duprat, France

À l'heure actuelle, on a de plus en plus tendance à affaiblir voire à dénigrer la neutralité par des interprétations erronées, en la qualifiant de passéiste voire d'obsolète. La neutralité est vidée de son contenu essentiel.

La paix quant à elle devient bizarrement le but affiché de ceux qui déclenchent les guerres. La paix ne saurait être acquise qu'en faisant la guerre, ce qui est un raisonnement complètement absurde et l'idée de guerre juste n'est pas acceptable. Il n'y a pas de guerre juste.

On ne construit pas une maison en commençant par le toit mais par les fondations. La paix comme la neutralité sont des fondements d'un *modus vivendi*, aussi bien de la conduite humaine individuelle que celle collective des Etats et des nations.

De même qu'il n'y a pas de trame sans tissu ni de tissu sans trame. Il n'y a pas de paix sans neutralité et de neutralité sans paix. S'engager pour la paix c'est s'engager pour la neutralité et inversement. Ce sont les deux facettes d'une même médaille.

La neutralité est une réalité inhérente à toute personne cultivant la paix et dont la compréhension du monde dans lequel nous vivons est dépourvue de toute vue partielle ou partisane. La neutralité agit et fonctionne comme un révélateur d'une autre façon d'être, de penser et d'agir parce qu'elle s'inscrit dans une relation de paix entre les individus, les Etats et les nations.

mement et naturellement. Ce petit garçon n'est donc guère «l'enfant roi», mais déjà, dans les conditions de son âge, un joueur faisant partie de l'équipe.

Quand je pars, le petit sur le bras de sa grand-mère me fait un petit signe d'adieu. Je rentre impressionnée par la scène vécue. De telles expériences montrent en toute évidence

La neutralité n'est pas une notion à géométrie variable ni un principe soumis aux opinions et idéologies des uns et des autres. Un principe n'a pas force de loi. C'est pour cela qu'elle doit être inscrite dans une Constitution parce qu'une loi peut et doit être appliquée strictement. Refuser de l'inscrire dans la Constitution c'est laisser une fissure dangereuse dans le système de la démocratie directe.

Confrontée à la médisance de ses détracteurs, la neutralité ne doit pas être assimilée à de l'égoïsme, de la lâcheté ou de l'indifférence.

Abandonner la neutralité, c'est abandonner un précieux instrument de paix qui peut désamorcer les conflits.

Etre juste c'est être neutre, c'est refuser le climat de division, ne pas privilégier un camp plutôt qu'un autre. Traiter chacun de la même façon. Il s'agit d'une attitude intérieure qui nous fait prendre une hauteur de vue et aide à contrecarrer l'esprit de division.

Elle a sa raison d'être tant au niveau individuel que collectif. Elle place la personne au-delà des intérêts immédiats. Sans la neutralité, la Croix Rouge ne pourrait fonctionner.

Chacun de nous est responsable de tisser les fils indestructibles de la neutralité et de la paix pour générer un tissu collectif solide de relations justes et équilibrées, libres et solidaires dans un esprit d'unité. •

dans quelle mesure l'enfant dépend de son entourage social, comment il s'oriente tout naturellement et de manière positive dans le cercle familial, notamment grâce à la présence réelle de «modèles positifs», poursuivant ainsi activement son chemin vers la vie. Tout cela reste toujours valable, même aujourd'hui. •

Depuis, cinq ans ont passé. Quand reviendra-t-il en Suisse? Il ne le sait pas encore. C'est ce qu'il répond aux élèves qui ont entendu parler de lui et qui voudraient le rencontrer. Et il ajoute: «Ca fait plaisir d'entendre que nos récits des ponts paraissent précieux. [...] Depuis ce temps, ce sont 898 ponts qui ont été terminés. Ils aident 2,4 millions de gens à mieux vivre. Ce n'est pas rien, je le pense moi aussi. La meilleure chose que vous pouvez faire, vous, c'est construire vos propres ponts, où vous voudrez et de votre manière à vous!», voilà comment il les a encouragés. Il était évident que sa vie modèle les avait impressionnés profondément.

### Nous sommes tous capables de construire des ponts!

Le pont 777 marque cependant un nouveau chapitre dans sa vie. Il a fondé une famille et, il y a quatre ans et demi, sa femme *Paline* a mis au monde leur fille, *Athina*. «Elle est une *Thaïdi* [une *Heidi* thaïlandaise], contente et libre ici dans la nature, avec la vue sur les montagnes du Myanmar, loin du chaos habituel. Bientôt elle viendra avec moi pour la première construction d'un de nos ponts au Myanmar», c'est ce qu'il écrit dans un courriel en rapport à cet article, depuis la frontière entre Myanmar et la Thaïlande. Mais ce qui se passe dans le monde occidental l'intéresse aussi. Il lui semble que chez nous

«les gens se sentent souvent séparés, par un obstacle intérieur, imaginaire mais insurmontable, de ce qu'ils seraient capables de faire», dit-il dans une interview. «Ils se trouvent de l'autre côté de ce qui est essentiel, distraits du but par la lutte quotidienne, ils ne savent plus ce qu'un être vivant est capable d'atteindre.» C'est pour cette raison que, basé sur ses expériences, il voudrait inciter à réfléchir à ce que chacun de nous est capable de réaliser. A partir de la fin de cette année, il désirerait trouver le temps pour rédiger un livre à partir de ses notes et écrits, ainsi que réaliser un film basé sur ses divers documents filmés. «Le matériel existe, je n'ai qu'à finir le montage, la nettoyer et ensuite la peindre.» C'est ainsi que Rüttimann décrit son nouveau projet. Quel pont précieux! •

<sup>1</sup> Le film impressionnant, traduit en 16 langues, peut être visionné sur <https://vimeo.com/270969266/44797b445>.

<sup>2</sup> Les souvenirs personnels de *Toni Rüttimann* sur les premières années de sa vie de bâtisseur de ponts se trouvent sur le site de la fondation *Dr. J. E. Brandenberger*, dont il a été le lauréat en 1999, et qui ont pu être repris pour cet article avec l'aimable autorisation de l'auteur. <https://www.stiftungbrandenberger.ch/index.php/de/archiv/69-1999-toni-ruettimann>

<sup>3</sup> <https://www.suedostschweiz.ch/wirtschaft/2018-02-18/brueckenbauer-toni-el-suizo-will-kuenftig-europaeern-helfen>

<sup>4</sup> *loc. cit.*



Les enfants, eux aussi, apportent leur contribution pour un meilleur accès de leur village à l'éducation, aux soins médicaux, aux denrées et au carburant (photo Toni Rüttimann)